

VILLE



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE N° 13085 - 6 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine DIMANCHE 22-LUNDI 23 FÉVRIER 1987

Un tournant dans le conflit libanais

L'armée syrienne fait un retour en force dans le secteur musulman de Beyrouth

Une entreprise risquée

Après cinq jours de combats meurtriers entre ses alliés théoriques, le président Assad s'est résolu à intervenir directement à Beyrouth-Ouest pour tenter de résoudre une situation qui devenait de plus en plus difficile pour son principal vassal, le milice chiite Amal. Chassées de la capitale libanaise par l'armée israélienne durant l'été 1982, les troupes syriennes, dont certains éléments étaient progressivement revenus depuis 1985, vont avoir fort à faire pour ramener le calme dans une ville en proie à toutes les milices.

Ce retour en force de Damas est d'abord une défaite pour M. Nabih Berri, dont la milice s'est révélée incapable malgré l'aide syrienne de mater les camps palestiniens et d'exercer un minimum de contrôle sur la partie musulmane de Beyrouth.

En reprenant directement les choses en main, le président Assad risque cependant gros, et on peut penser qu'il va mettre le prix pour arrêter l'érosion du pouvoir syrien au Liban. Un pouvoir contesté d'abord et avant tout par le Hezbollah pro-iranien, allié, dans la circonstance, aux Palestiniens.

Un contingent de 3 000 à 4 000 soldats syriens s'apprêtait samedi matin 21 février à rentrer à Beyrouth-Ouest, secteur à majorité musulmane, pour mettre fin aux combats qui opposent depuis cinq jours la milice chiite Amal aux milices druzes et communistes. Ce retour en force est la conséquence d'un accord imposé en grande partie par Damas à tous les responsables musulmans.

BEYROUTH de notre correspondant

Se prévalant de la couverture légale de l'Islam libanais, la Syrie s'apprête à rendre plus efficace son retour militaire à Beyrouth-Ouest, qui remonte à 1985. Après une semaine de combats meurtriers et dévastateurs, qui se poursuivaient samedi 21 février d'une manière sporadique, malgré l'annonce de l'arrivée imminente de renforts syriens, les plus hautes instances politiques musulmanes du Liban se sont retirées à Damas vendredi pour solliciter l'aide du président syrien, M. Hafiz El Assad, qui l'a accordée. La requête était signée par le président de l'Assemblée, M. Hussein Hussein (chiite, rival féu de M. Berri), le chef du gouvernement, M. Rachid Karamé (sunnite, démissionnaire la veille),

le ministre de l'éducation, M. Hoss (sunnite, pourfendeur actuel des milices) et les alliés ennemis, M. Walid Joumblat (druze, soutenu par les Soviétiques, qui fait tandem avec le PC) et Nabih Berri (chiite, le plus fidèle des alliés de la Syrie).

Elle comporte neuf points, tournant autour de deux idées : cessez-le-feu et élimination des milices, des miliciens et des armes de Beyrouth-Ouest, prise en charge de la sécurité — y compris des institutions publiques, des ambassades, de l'aéroport et des routes menant à la capitale venant du sud comme de la montagne — par l'armée syrienne, mais dans le cadre d'une force légale comportant l'armée et les forces de sécurité intérieures libanaises.

LUCIEN GEORGE (Lire la suite page 4.)

Les réunions monétaires de Paris

L'objectif des pays industrialisés est d'arrêter la chute du dollar

Des réunions bilatérales entre les ministres des finances des cinq pays les plus industrialisés (Etats-Unis, Japon, RFA, Grande-Bretagne, France) ont eu lieu samedi 21 février, à Paris, pour préparer la rencontre élargie des Sept (les mêmes plus l'Italie et le Canada) prévue pour dimanche. Leur objectif est d'arrêter la chute du dollar, lequel à leurs yeux, ne doit pas descendre plus bas.



Lire page 13 les articles de PAUL FABRA, ERIC ISRAELEWICZ et FRANÇOIS RENARD.

Le « cactus » calédonien

M. Mitterrand accusé par M. Toubon de favoriser l'« extrémisme ». PAGE 6

M. Giscard d'Estaing en campagne

Une visite dans le Sud-Ouest de l'ancien président de la République. PAGE 16

Le dispositif « Epervier » au Tchad

A Biltine, avec les « mar-souins ». PAGE 3

M. Michel Noir à Washington

« Mieux vaut parler que se battre ». PAGE 13

Procès de Georges Abdallah

M. Chalandon n'a pas l'intention d'adresser des réquisitions au parquet. PAGE 7

Le Monde RÉGIONS

Un tour de France avec nos correspondants. Page 12

Le sommaire complet se trouve page 16

L'« Irangate » et le pouvoir présidentiel

Washington guetté par la paralysie

WASHINGTON de notre correspondant

Entre un flot de révélations dans la presse du matin et le traditionnel départ en week-end (obscure à grands carreaux rouges, visage fermé de Nancy et fracas des questions hurlées en vain par des journalistes tenus à distance de l'hélicoptère), M. Reagan a lancé, vendredi 20 février, une phrase de contre-attaque.

« Les oracles politiques (...) essaient de tirer le rideau avant la fin du spectacle, est-il allé dire devant un parterre conservateur, [mais] laissez-moi vous donner un rayon : nous gardons le meilleur pour le dernier acte. » Peut-être, puisqu'il est vrai que, à toutes les étapes de sa carrière politique, M. Reagan a toujours su dépasser l'échec, mais le problème pour les Etats-Unis et le monde est que le dernier acte, on a bien l'impression d'y être déjà — deux ans avant la relève qui résul-

tera de la prochaine élection présidentielle.

A soixante-seize ans, le président américain ne peut plus guère compter sur le temps pour l'aider à faire oublier les tempêtes. Bien qu'il se remette chaque fois de toutes les opérations possibles, sa santé n'est également plus de fer. Le rapport de forces avec la majorité démocrate du Congrès, enfin, est d'autant plus déséquilibré que l'ombre du scandale pèse à nouveau sur la Maison Blanche.

Tout cela fait beaucoup, mais ce ne serait pas grand-chose si trois raisons ne menaçaient aussi de précipiter les Etats-Unis dans une durable et profonde paralysie de leur pouvoir exécutif.

Tout d'abord, loin de retomber, l'affaire des ventes d'armes à l'Iran est sur le point de rebondir avec la publication, jeudi prochain, du rapport de la commission d'enquête créée, en novembre 1986, par M. Reagan lui-même pour étudier le fonctionnement du Conseil national de sécurité. Cha-

que jour plus nombreuses, les fuites laissent prévoir que ce rapport sera très embarrassant pour les actuels et anciens collaborateurs directs du président américain. L'état de suspicion se resserre ainsi autour de lui alors qu'il ne parvient toujours pas à retrouver son charisme, et que ses rares tentatives pour reprendre l'initiative politique en tournant le dos à l'« Irangate » ont toutes fait long feu.

Puis les semaines passent, moins on voit donc ce qui pourrait sonner le retour du « grand communicateur ». Une situation de vacance du pouvoir s'esquisse ainsi car les divergences entre les deux principales personnalités du gouvernement, le secrétaire d'Etat George Shultz, et le secrétaire à la Défense Casper Weinberger, ne laissent pas présager que le cabinet puisse gouverner à défaut du président.

Etrangement pourtant, on n'en est pas pour l'instant à la veille d'une crise ouverte car M. Reagan conserve un tel capital de

sympathie auprès de l'opinion, qui lui garde majoritairement son affection, que les démocrates se retiennent soigneusement de l'attaquer de front. Au moment où s'ouvre à eux une perspective inspercée de reconquête de la Maison Blanche, il serait en effet de la dernière des maladroites de passer pour les pourfendeurs d'un homme resté populaire. Leur réserve est d'ailleurs d'autant plus marquée qu'ils sont eux-mêmes très divisés, entre une droite ouvrant à un recentrage du parti, une gauche partiellement fidèle à l'Etat-providence et les différents clans, surtout, de la dizaine de candidats qui organisent déjà leur campagne pour 1988.

Côté républicain, la situation est assez comparable puisqu'il y a, là aussi, pléthore de candidats et hésitation entre un retour au centre-droit et le maintien des options néo-conservatrices prises avec l'élection de M. Reagan en 1980.

BERNARD GUETTA. (Lire la suite page 4.)

MARIE CARDINAL

La Médée d'Euripide

Avant-propos et texte français de Marie Cardinal

Euripide était un auteur subversif. Marie Cardinal a su voir dans la vie de Médée l'histoire de toutes les femmes exploitées. C'est pour rendre Euripide accessible à tous qu'elle a travaillé sur une nouvelle version de Médée.

La Médée d'Euripide

avec des illustrations de Marie Cardinal



GRASSI

Des sites pour les déchets nucléaires

Prospection dans les Deux-Sèvres

Les déchets radioactifs s'accumulent dans le monde. A la fin du siècle, la France en aura produit près de 1 million de mètres cubes, et, dès aujourd'hui, la question du stockage souterrain — pour les plus radioactifs d'entre eux — se pose avec acuité. Depuis quelques années, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) prospecte le territoire français. Le site granitique de Neuvy-Bouin (Deux-Sèvres) vient d'être retenu pour une étude détaillée. Ce choix, annoncé vendredi 20 février, par la préfecture du département, risque de susciter des polémiques dans la région, même s'il n'est pas définitif.

Mais, pour plus de précautions, l'ANDRA souhaite étudier d'autres sites dans des terrains de nature différente, allant du schiste à l'argile en passant par les

dômes de sel. Ces sites seront connus dans les semaines qui viennent. Pendant trois ans, ils feront l'objet, tout comme celui de Neuvy-Bouin, d'études détaillées.

Le meilleur sous-sol sera retenu pour abriter un laboratoire destiné à vérifier que les conditions de sûreté nécessaires au stockage de ces matières sont remplies. Ce n'est qu'après qu'on pourra construire les entrepôts pour ces déchets nucléaires. Ainsi, l'ANDRA pourra compléter son dispositif, qui comprend déjà un centre de stockage en surface pour les matières faiblement radioactives à la Hague (Manche), en attendant celui, prévu pour le même usage, à Soullaines-Dhuys (Aube).

(Lire nos informations page 7.)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 5 dir.; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 170 pes.; G.-B., 55 p.; Grèce, 140 dr.; Irlande, 85 p.; Italie, 2 000 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 40 F; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 120 esc.; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 cr.; Suisse, 1,80 S.; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

سكنى من الامم

TCHAD : le redéploiement du dispositif « Epervier »

Dans le vieux fort de Biltine les « marsouins » veillent...

BILTINE de notre envoyé spécial... Le piton Dominique domine l'horizon de sa masse imposante...

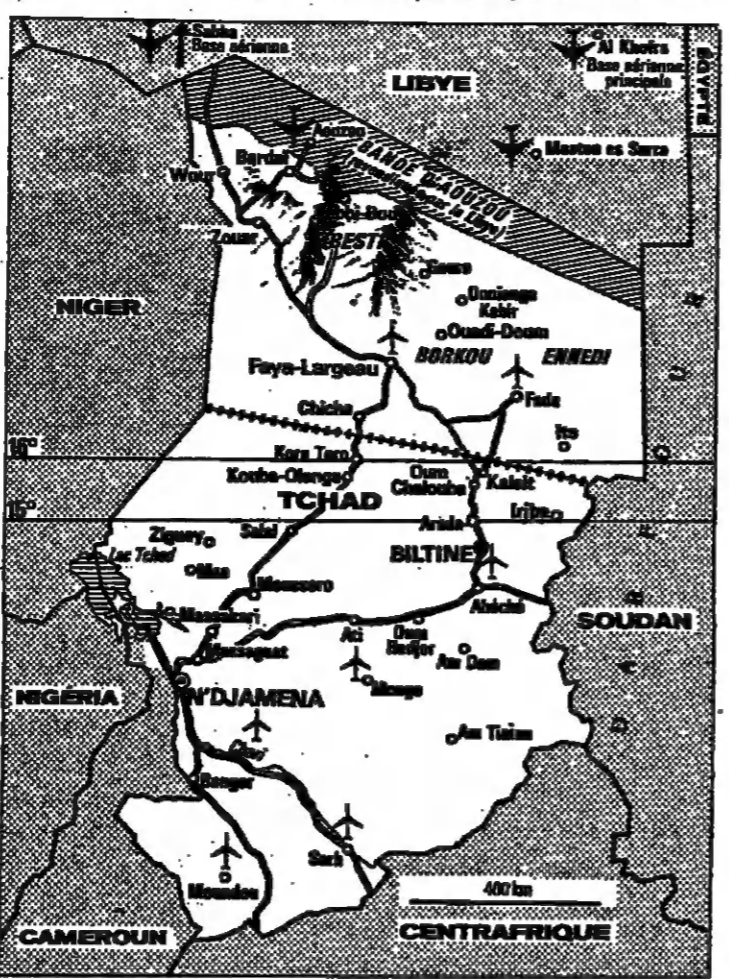
Equipés de moyens radio et de jumelles à vision nocturne, ils sont un million de systèmes « Epervier »...

Les « marsouins », bien sûr, ont placé un camp, sur le fronton du fort, Flançais de leur régiment...

Comme à Abéché, où se trouvent le PC et le gros des troupes...

En ce qui concerne le fort de Biltine, le détachement de Biltine a rapidement installé son système de défense autour du fort...

tion avec les Forces armées nationales tchadiennes (FANT), effectuant des « coups de main » dans toute la région...



renforcement de la jeep; d'autres, montés par un homme antabanné, s'écartent, et l'on se salue de la main...

envoyés outre-mer. « Ici, on est « marsouins », et - faut-il le préciser ? - « ce sont les meilleurs ».

La menace aérienne n'est pas la plus dangereuse, et personne ici ne croit vraiment à une grande guerre offensive terrestre...

Le redéploiement sur l'axe est sera achevé prochainement. Déjà, les douze véhicules blindés Sagais munis de canons de 90 mm...

LAURENT ZECCHINI. Le président du Cameroun condamne l'ingérence de la Libye. - Après le président Houphouët-Boigny...

En ce qui concerne le fort de Biltine, le détachement de Biltine a rapidement installé son système de défense autour du fort...

A'ONU

Veto américain et britannique contre des sanctions à l'égard de Pretoria

New-York (Nations unies). - Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont mis en échec une résolution réclamant l'imposition de sanctions sélectives obligatoires...

est opposé, comme la Grande-Bretagne. Les Occidentaux ne sont pas revenus sur leurs positions traditionnelles lors du scrutin...

Le désaccord régnant parmi les pays de la Communauté européenne sur l'opportunité de telles sanctions a été illustré lors du vote...

Un porte-parole de l'ambassade de France au Cap a cependant déclaré tout ignorer de la présence de M. Desbès en Afrique du Sud...

L'Afrique du Sud annonce l'arrestation de terroristes entraînés en Libye. - Le ministre sud-africain de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok...

Confit Ciskei-Transkei : un ressortissant français recherché. - Un citoyen français, M. Jean-Michel Desbès, soupçonné d'être mêlé au conflit qui oppose le Transkei et le Ciskei...

A la Conférence de Vienne

Nouvelles propositions occidentales sur la liberté de l'information

Vienne. - Deux propositions occidentales, l'une sur la liberté de l'information et l'autre sur le respect des accords postaux...

le Royaume-Uni, demande que chaque citoyen des trente-cinq Etats membres jouisse de l'utilisation, sans restriction et sans coupure, du téléphone et puisse recevoir librement du courrier...

La proposition sur la liberté de l'information présentée par l'Espagne, le Royaume-Uni, l'Irlande et le Luxembourg demande aux trente-cinq Etats participants...

Le délégué américain a cité parmi les « actes positifs » de l'URSS la libération de prison de la poétesse Irina Ratushinskaya...

Asie

CHINE

Le rédacteur en chef d'une revue littéraire est limogé

PÉKIN de notre correspondant

Tous les journaux du samedi 21 février ont publié à la une une information et un commentaire du Quotidien du peuple concernant la « révocation temporaire » et « l'ordre de faire [son] auto-examen »...

M. Liu est un protégé de l'actuel ministre de la culture, M. Wang Meng, qui a remplacé à la tête de Littérature du peuple il y a seulement quelques mois...

la vie quotidienne des Pékinois, la Tour du tambour, présenté à la télévision, puis par deux nouvelles sur les incidents xénophobes du stade des ouvriers à Pékin de mai 1985...

La Commission des nationalités a organisé un forum pour le critiquer. Il a été publiquement dénoncé par son adjoint, le Quotidien du peuple...

PATRICE de BEER.

PHILIPPINES

Sept ministres candidats aux élections sénatoriales vont être remplacés

Manille. - La présidente Cory Aquino a choisi, vendredi, sept membres de son cabinet pour figurer parmi ses vingt-quatre candidats aux prochaines élections sénatoriales...

Les sept membres du cabinet qui devront renoncer à leurs fonctions pour se présenter aux élections, prévues le 11 mai en vertu de la nouvelle Constitution...

En cas d'élection, M. Pimentel devra être remplacé à la tête de la délégation gouvernementale conduisant les négociations avec les autonomistes musulmans...

Europe

GRANDE-BRETAGNE

Émeutes dans une ville du centre après la mort d'un jeune Noir

Wolverhampton. - Des échauffourées ont opposé des groupes de jeunes aux forces de l'ordre à Wolverhampton dans le centre de l'Angleterre, vendredi 20 février, après la mort d'un jeune Noir...

Clinton Davis, vingt-trois ans, est mort pendant une lutte violente avec des policiers qui voulaient l'arrêter dans une boutique de vêtements pour utilisation d'une carte de crédit volée...

En 1985, de violentes émeutes avaient éclaté à Brixton, quartier à majorité noire du sud de Londres, après qu'une mère de famille noire eût été grièvement blessée par la police pendant une perquisition...

En septembre 1986, des événements similaires avaient fait quatre blessés à Bristol, à la suite d'une rafle de la police dans les milieux de la drogue, du jeu et de la prostitution...

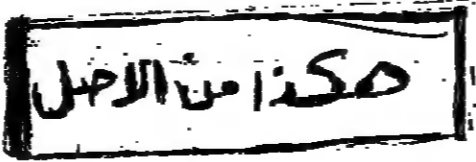
Visas français... et américains

La décision du gouvernement français d'instaurer des visas obligatoires pour tous les étrangers, à l'exception des ressortissants de la CEE de la Suisse et du Lichtenstein...

Un communiqué de l'hôtel Matignon, publié vendredi 20 février, estime que « la situation [rend] nécessaire de maintenir jusqu'à nouvel ordre les dispositions mises en œuvre en matière de visas »...

L'ambassade des Etats-Unis en France a indiqué, d'autre part, que Washington appliquera, à partir du 1er avril, une subside réproché quant au coût et à la durée des visas pour les Français désireux de se rendre aux Etats-Unis...

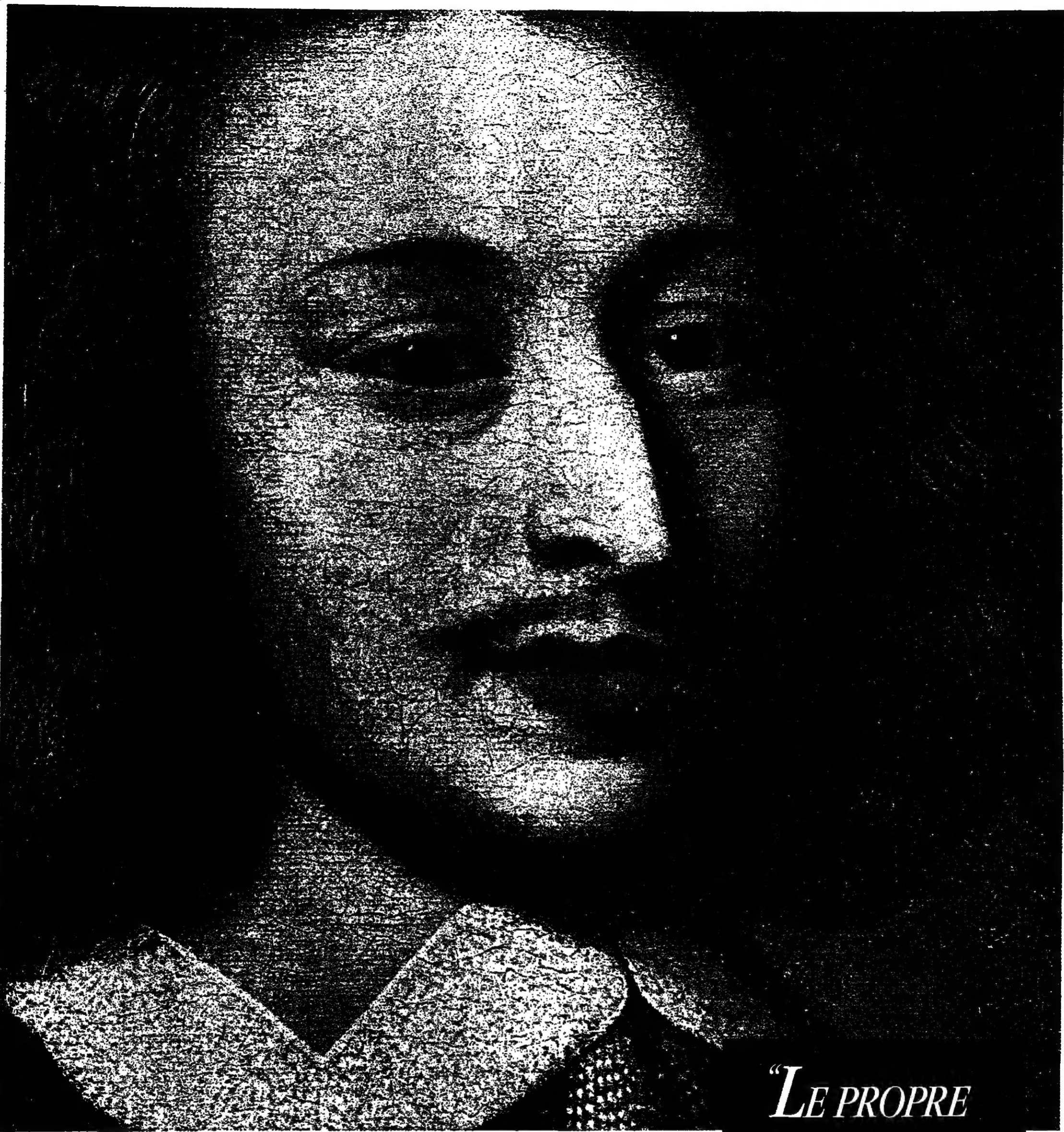
Les visas américains ne seront donc plus délivrés que pour une durée initiale de trois mois, pour une centaine de francs, jusqu'à ce que la pratique du visa d'entrée en France soit annulée...



Le Irak se prononce
immédiat - des hostilités

Un Turc et un Allemand
dans le Kurdistan irakien

Un tournant dans le conflit



Philippe Larin pour MCF

plus

Voici que, soudain, on découvre que la citation de l'un des plus grands penseurs français est aussi l'un des principes essentiels d'une grande marque automobile.

En effet, Mercedes-Benz constitue le plus bel exemple d'équilibre entre puissance et protection.

De toute sa puissance, Mercedes-Benz reste à l'écoute de l'individu, de ses aspirations et de ses craintes, et lui offre sans cesse plus de plaisir en même temps que plus de sécurité.

Depuis cent ans, l'histoire de l'automobile ne se fait pas sans Mercedes-Benz. Ses contributions sont toujours essentielles, ses découvertes toujours déterminantes.

Avec l'absence de compromis et la générosité qui caractérisent les vrais chercheurs, Mercedes-Benz œuvre surtout pour l'homme. Préserve sa vie. Assure sa sécurité. Améliore son confort.

ABS, ASD, ASR, 4 Matic: Mercedes-Benz invente des réflexes qui vont plus vite que les réflexes humains. Rétracteur de ceinture, air bag: Mercedes-Benz optimise la sécurité par l'électronique. Véhicules industriels: l'EPS, commande électropneumatique de boîte, améliore confort et sécurité des chauffeurs.

Aujourd'hui comme hier, Mercedes-Benz construit l'avenir automobile. Un avenir où conduire comporte toujours moins de risques. Et toujours plus de plaisirs.

**"LE PROPRE
DE LA
PUISSANCE
EST DE
PROTÉGER."**

Pascal



MERCEDES-BENZ

مركزنا من الامم

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le ministère de la santé arrête la diffusion d'une brochure sur les MST Le tabou de la vulgarité

La diffusion d'une brochure d'information sur les maladies sexuellement transmissibles (MST) par les directions départementales de l'action sanitaire et sociale d'Ille-et-Vilaine, du Val-d'Oise et du Bas-Rhin, vient d'être arrêtée par le ministère de la santé à la suite de plaintes émanant des milieux catholiques. Trente mille exemplaires de cette bande dessinée, intitulée Le Dernier des tabous, et éditée par la Fédération mutualiste, qui dépend de la Mutuelle de France, avaient été achetés par le ministère de la santé pour alimenter, avec d'autres documents, une campagne d'information expérimentale organisée par la direction générale de la santé et de la recherche médicale (INSERM) dans les trois départements cités.

La publicité sur les alcools à la télévision

Le ministère de la culture invoque le « principe d'égalité »

Après la démission du professeur Claude Got, jeudi 19 février, du haut comité d'étude et d'information de l'alcoolisme (Le Monde du 21 février), pour protester contre l'autorisation accordée aux télévisions privées de diffuser des publicités sur les boissons alcooliques de moins de 9 degrés, le ministère de la culture précise : « La publicité télévisée pour les boissons alcooliques (bière, cidre et poiré) de moins de 9 degrés a été autorisée en janvier 1986 sur la sixième chaîne, en février sur la sixième chaîne et en mars 1986 sur Canal Plus. Le principe d'égalité interdit le maintien d'une discrimination en matière de publicité entre les chaînes du secteur privé : il était donc impossible d'interdire à TF1, après la privatisation, de diffuser ce type de publicité. »

La diffusion n'en avait pas été approuvée par M. Michèle Barzach, on précise qu'il n'est pas question d'empêcher la mutualité française de distribuer sa BD sous sa propre responsabilité. L'agitation autour de cette brochure, distribuée depuis le début du mois de février à des médecins, des pharmaciens, des responsables de centres sociaux et des lycéens, a commencé en Ille-et-Vilaine, où des associations familiales et des directeurs de lycées privés ont protesté auprès du préfet et de l'archevêché.

La publicité sur les alcools à la télévision

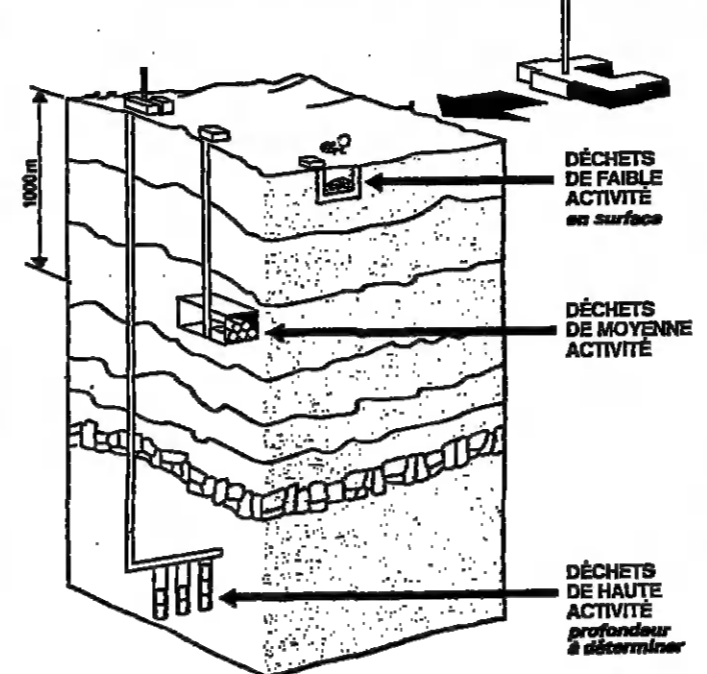
Le ministère de la culture invoque le « principe d'égalité »

Après la démission du professeur Claude Got, jeudi 19 février, du haut comité d'étude et d'information de l'alcoolisme (Le Monde du 21 février), pour protester contre l'autorisation accordée aux télévisions privées de diffuser des publicités sur les boissons alcooliques de moins de 9 degrés, le ministère de la culture précise : « La publicité télévisée pour les boissons alcooliques (bière, cidre et poiré) de moins de 9 degrés a été autorisée en janvier 1986 sur la sixième chaîne, en février sur la sixième chaîne et en mars 1986 sur Canal Plus. Le principe d'égalité interdit le maintien d'une discrimination en matière de publicité entre les chaînes du secteur privé : il était donc impossible d'interdire à TF1, après la privatisation, de diffuser ce type de publicité. »

Prospection dans les Deux-Sèvres pour le stockage des déchets nucléaires

L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), filiale du Commissariat à l'énergie atomique, vient d'annoncer qu'elle avait décidé d'entreprendre une campagne de prospection géologique dans la région de Neuvy-Bouin (Deux-Sèvres) pour déterminer si le sous-sol était en mesure d'accueillir, en toute sécurité, un centre de stockage de déchets radioactifs souterrain. Comme l'a précisé le préfet du département qui a annoncé, vendredi 20 février, à Parthenay, la nouvelle aux élus, il n'est question pour le moment que d'effectuer des forages, des mesures sismiques et des analyses hydrogéologiques pour mieux connaître la nature réelle de ce terrain.

Il n'est pas certain cependant que le site de Neuvy-Bouin soit retenu par les experts. Comme tous les pays du monde qui travaillent sur le sujet, la France avance avec prudence dans ce domaine. Pas question de se tromper et de choisir à la hâte un site de stockage profond dont on s'apercevra dix ou vingt ans plus tard qu'il ne convient pas pour toute une série de raisons : eaux de ruissellement, fissures, manque de stabilité, etc. Aussi, est-il envisagé d'effectuer des recherches sur des terrains de nature différentes : argile, schistes, domes de sel. Dans les semaines à venir, les noms de ces trois sites complémentaires devraient être connus. Cette phase de sélection entraînera la présence



Pendant trois ans, les géologues vont étudier cette région, située à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Parthenay et à une cinquantaine de kilomètres au nord de Niort, où existe une énorme bulle de granit d'environ trois kilomètres d'épaisseur s'étendant sur près de 250 kilomètres carrés. C'est là, dans une petite zone, peu perméable et peu fracturée, située entre les communes de La Chapelle-Séguin, Vernoux-en-Gâtine et Neuvy-Bouin, que pourrait être construit, si le terrain donne satisfaction, le centre de stockage souterrain de déchets radioactifs à vie longue dont la France a besoin.

30 000 mètres cubes de déchets

Pour l'heure, il n'y a pas d'urgence. Mais il est clair qu'il ne faut pas tarder car chaque année, les industries, les hôpitaux, les centres d'études nucléaires et les réacteurs du parc électronucléaire français produisent leur lot de déchets radioactifs. Bien sûr, les centres d'EDF fournissent, indirectement, la plus grande part de ces déchets par le biais des opérations de retraitement des combustibles irradiés. A titre d'exemple, il faut compter de l'ordre de cinq cents mètres cubes de déchets de radioactivité faible et moyenne et quatre mètres cubes de déchets fortement radioactifs par réacteur et par an.

A telle enseigne que l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs estime, qu'à la fin de ce siècle, le volume cumulé des déchets nucléaires de faible et de moyenne activité sera de l'ordre d'un million de mètres cubes et de deux à trois millions de mètres cubes au plus pour ceux de très haute activité que l'on met aujourd'hui à Marcoule (Gard) et demain à la Hague (Manche) dans des piscines de verre très résistantes (2). Naturellement, il n'est pas question d'abriter dans le centre de stockage souterrain dont se dotera l'ANDRA l'ensemble de ces ordures un peu particulières.

Les laboratoires souterrains dans le monde

La France n'est évidemment pas le seul pays à travailler sur le problème du stockage des déchets radioactifs. Indépendamment des structures géologiques repérées dans les autres pays — elles sont généralement de même nature que celles envisagées par l'ANDRA — on peut classer les laboratoires souterrains, déjà existants ou en projet dans le monde, en deux catégories : — Les laboratoires de première génération. Ce sont les premières installations réalisées pour étudier des phénomènes de base (effets thermiques, comportement mécanique, migrations, hydraulique, perméabilité de la roche) et mettre au point des méthodes de mesure : Hanford (Essaie) et Nevada (granite) aux Etats-Unis ; Aase (sel) en Allemagne (granite) ; Stripa (granite) en Suède ; Mol (argile) en Belgique ; Grimsel (granite) en Suisse. — Les laboratoires de deuxième génération. Ce sont des installations destinées à obtenir des informations plus détaillées. Plusieurs laboratoires de ce type sont en projet : un aux Etats-Unis, pour les déchets nucléaires civils, en un lieu encore choisi (Hanford, Nevada Test Site ou autre) ; un en Allemagne (granite, à Gorleben), et un en France. Un autre, à vocation militaire, est en cours de réalisation à Carlsbad (Nouveau-Mexique) aux Etats-Unis (projet Wipp).

JUSTICE

Avant le procès de Georges Abdallah M. Albin Chalandon n'a pas l'intention d'adresser des réquisitions au parquet

Interrogé, vendredi 20 février, à Lyon, sur le procès de Georges Ibrahim Abdallah, M. Albin Chalandon, ministre de la justice a déclaré : « Le procès a lieu à la date que j'avais souhaitée. Nous sommes tous habitués à ses menaces. Elles ne m'impressionnent pas. Nous n'aurons pas avec des magistrats professionnels des incidents comme ceux qui ont émaillé le procès Scheffer. » Enfin, le ministre a précisé qu'il n'était pas dans ses intentions d'envoyer des réquisitions écrites particulières à l'avocat général chargé de soutenir l'accusation.

Selon M. Chalandon, l'entretien s'est déroulé dans une atmosphère confidentielle (« Nous avons pu constater une grande communauté de vues sur ce sujet »), et l'échange a été « fructueux ». Le retrait — confirmé en raison de son caractère — n'est sans doute pas étranger à cette discrétion. M. Albin Chalandon a indiqué au cours d'une conférence de presse qu'il avait fait part à son interlocuteur du souhait de son ministère de voir l'Eglise s'impliquer dans l'accueil des drogués.

procès de l'ancien chef de la gestapo de Lyon, Klaus Barbie, devrait bien se tenir — « sauf procédures juridiques dilatoires, notamment de la défense » — à la fin du mois de mai prochain.

Une lettre de M. Marinette Toulotte

M. Marinette Toulotte, que nous avons citée dans l'article publié à propos de l'affaire Abdallah (Le Monde du 21 février), et qui, selon l'accusation, aurait reçu d'Abdallah un communiqué de revendication d'un des attentats reprochés, nous écrit :

LYON de notre correspondant régional

Le ministre, qui a passé la journée de vendredi à Lyon, a successivement rencontré — à huis clos — les personnels et quelques détenus des prisons Saint-Paul et Saint-Joseph, des responsables politiques à la préfecture du Rhône, les principaux magistrats du ressort de la cour d'appel du Rhône et des représentants du barreau.

L'affaire Appap

Interrogé sur l'affaire Appap, le ministre de la justice a estimé que cette affaire avait été « rendue compliquée par l'intervention du président de la République ». Sur le fond, il a souligné : « Le procureur de la République de Valence a tenu des propos que l'on peut considérer comme incompatibles avec l'exercice de sa fonction. En faisant d'une certaine façon l'apologie de la drogue, en suggérant qu'elle puisse être placée en vente libre, il n'est pas aujourd'hui le mieux placé pour faire appliquer la loi. »

Aux assises de Paris Soigner ou punir ?

Gérard Azy, vingt-trois ans, a été condamné, vendredi 20 février, à cinq ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Paris, pour avoir, le 21 septembre 1984, étranglé son amie, âgée de seize ans (Le Monde du 21 février).

M. Michel Spaeth n'est pas en fuite

M. Michel Spaeth n'est pas en fuite. Cet ami et associé de M. Michel Vinciguerra, président du Parti des forces nouvelles, inculpé, lui, de banqueroute et abus de biens sociaux (Le Monde du 17 février), et écroué, a tenu le dire à quelques journalistes, au cours d'une réunion — jeudi 19 février — dans le cabinet de son avocat strasbourgeois, M. Jocelyne Klopfer.

Aux assises de Paris Soigner ou punir ?

Gérard Azy, vingt-trois ans, a été condamné, vendredi 20 février, à cinq ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Paris, pour avoir, le 21 septembre 1984, étranglé son amie, âgée de seize ans (Le Monde du 21 février).

M. Michel Spaeth n'est pas en fuite

M. Michel Spaeth n'est pas en fuite. Cet ami et associé de M. Michel Vinciguerra, président du Parti des forces nouvelles, inculpé, lui, de banqueroute et abus de biens sociaux (Le Monde du 17 février), et écroué, a tenu le dire à quelques journalistes, au cours d'une réunion — jeudi 19 février — dans le cabinet de son avocat strasbourgeois, M. Jocelyne Klopfer.

L'honneur de l'ONASEC

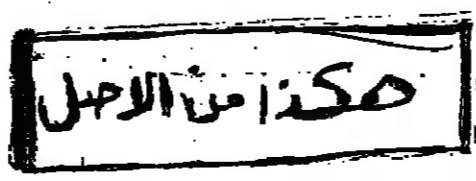
A la suite des relations publiées dans Le Monde du 18 et 19 février du procès intenté au Figaro et à M. Siffert par MM. Roland Dumas et Georges Morin, ce dernier, ancien président de l'ONASEC, nous demande d'apporter les précisions ou rectifications suivantes :

L'honneur de l'ONASEC

1) L'orientation générale que le conseil d'administration de l'ONASEC a constamment suivie, sur ma suggestion, n'était pas d'apporter un concours direct à des immigrés ; ce n'était pas la vocation de l'ONASEC et nous nous serions substitués à d'autres organismes dont c'était le rôle. Il s'agissait, lorsque nous menions des actions envers des familles de rapatriés d'origine algérienne, dans les nombreuses cités où ils se trouvent avec des immigrés, de concevoir des actions communes aux deux ministères en charge des immigrés (les affaires sociales) et des rapatriés (le secrétariat d'Etat).

Précisions

2) M. Raymond Courrière, ancien secrétaire aux rapatriés, quand il a parlé de lits mis à disposition de cette population avec le concours de l'ONASEC, parlait de vacances de seigneur affectés à des enfants d'anciens harkis.



Spectacles

روزانہ اخبار

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

CABARET, Théâtre Mogador (42-85-28-80), 20 h 30.

HORS PARIS

VAL-DE-REUIL, Vincennes au Théâtre des Champs.

LES SALLS SUBVENTIONNÉES

LES JOURS DE RÉPÉTITION... OPÉRA (47-42-57-50), dim. 20 h 15.

LES AUTRES SALLS

AMANDIÈRES (43-66-42-17), sam. 20 h 30.

MERCREDI

GRAND GUIGNOL. CAROLINE CELLIER • GUY MARCHAND • MARIE DUBOIS • MICHEL GALABRU • JEAN-CLAUDE BRIAL. Film de JEAN MARBŒUF.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20. Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles.

Samedi 21 - Dimanche 22 février

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES

23-35-10, sam. 21 h, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE DES FOLIES

33-78-18, sam. 21 h, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLE

(47-72-27-77), 16 h 30 et 20 h 30.

MARSEILLE

THÉÂTRE DE LA VILLE (47-72-27-77), sam. 21 h.

La danse

(Voir listes subventionnées.)

Opérettes, comédies musicales

ELVÈNES-MONTMARTRE (42-52-25-15), sam. 14 h 30 et 20 h 30.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans.

CHAILLOT (47-84-34-34) SAMEDI 21 FÉVRIER

CENTRE GEORGES-POPIDOU SALLE GARANCE (47-78-37-29)

Samedi 21 Février

DIMANCHE 22 FÉVRIER

Les exclusivités

LES ADEUX X MATYORA (Sov., v.a.)

LE CŒUR MUSIEN Film français de F. Maddy.

L'ENNEU Film turc de Y. Ozkan.

LE MIRACULE Film français de J.-P. Mocky.

42-27; 14-Juillet-Beaugrenesse, 15 (45-75-79-79); Imago, 15 (45-22-77-84).

DOWN BY LAW (A., v.a.); Gaumont Odéon, 14 (42-97-07-07); Saint-André-Des-Arts, 6 (42-36-48-18); Ambassade, 8 (42-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

EMMANUELLE V (Fr., **); George V, 9 (42-62-41-46); Mafville, 9 (47-70-72-86).

L'ÉTAT DE GRÂCE (Fr.); Parisiennes, 14 (43-20-30-19).

LA FEMME DE MA VIE (Fr.); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16).

MEUVE ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.l.); Forum Arc-en-Ciel, 1^{er} (42-97-33-44); Gaumont Odéon, 6 (42-25-10-30); Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23); Ermitage, 9 (42-52-61-64); Paris Montparnasse, 14 (42-54-94-94); Paris Montmartre, 9 (47-42-56-31); Bastille, 11^e (42-42-14-80); UGC Gare de Lyon, 12^e (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Gaumont Odéon, 6 (42-25-10-30); Minitel, 14 (42-59-52-43); Montparnasse-Patbé, 14 (42-52-61-64); Pathé Clichy, 14 (42-32-46-01).

LES MURS DE VERRE (A., v.a.); Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETT (Br., v.a.); Cinéma, 8 (42-25-12-12); Gaumont Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); Montparnasse-Patbé, 14 (42-52-61-64); V.I. Montparnasse-Patbé, 14 (42-30-19-15).

NOVA DARLING NEEN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.a.); Publicis Saint-Germain, 14 (42-37-57-47); Publicis Montparnasse, 14 (42-52-61-64); Studio 43, 9 (47-70-72-86); République-Cinéma, 11^e (48-05-51-33); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LA ROSA LUXEMBOURG (Ail., v.a.); Cino-cha, 6 (46-33-10-82).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.a.); Grand Fovis, 15 (42-26-12-83); Cinéma Lyrique, 14 (42-36-12-83).

SABINE KLEIST, SEPT ANS (Ail., v.a.); République-Cinéma, 11^e (48-05-51-33).

LE SACRIFICE (Fr.-Soud., v.a.); Boucra, 4 (42-52-12-12).

TAL-FARZ (A., v.a.); Forum Oratoire-Expos, 14 (42-33-42-26); Gaumont Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); V.I. Montparnasse-Patbé, 14 (42-30-19-15); Pathé Clichy, 14 (42-32-46-01).

MANON DES SOURCES (Fr.); Forum Oratoire-Expos, 14 (42-33-42-26); Impérial, 2^e (47-42-56-31); Montparnasse-Patbé, 14 (42-52-61-64); Minitel, 14 (42-30-19-15); Pathé Clichy, 14 (42-32-46-01); Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27).

MARQUES (Fr.); Forum Horizons, 1^{er} (42-56-57-57); Rex, 2 (42-36-48-18); Cino-cha, 6 (46-33-10-82); Talisman, 8 (42-42-46-01); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); Pathé, 9 (47-05-12-15); Ambassade, 8 (42-59-19-08); Biarritz, 9 (45-22-20-40); Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-37-35-43); Français, 9 (47-70-33-88); 14-Juillet-Bastille, 11^e (43-37-90-81); Nation, 12^e (43-43-04-67); Funette, 13 (43-31-56-86); Miramar, 14 (42-30-19-15); Gaumont-Alfala, 14 (42-27-84-50); Gaumont-Parnasse, 14 (43-35-30-40); FILM Saint-Jacques, 14^e (45-42-06-01); Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27); 14-Juillet-Beaugrenesse, 15 (45-75-79-79); Mafville, 11^e (42-42-14-80); Pathé-Clichy, 14 (42-32-46-01).

MAUVAIS SANG (Fr.); Cino-cha, 6 (46-33-10-82); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); Élyées-Lincée, 9 (43-36-36-14); Émiral, 13 (47-07-26-14).

MELO (Fr.); 14-Juillet-Parnasse, 6 (45-26-68-00).

PARIS EN VISITES

MARDI 24 FÉVRIER

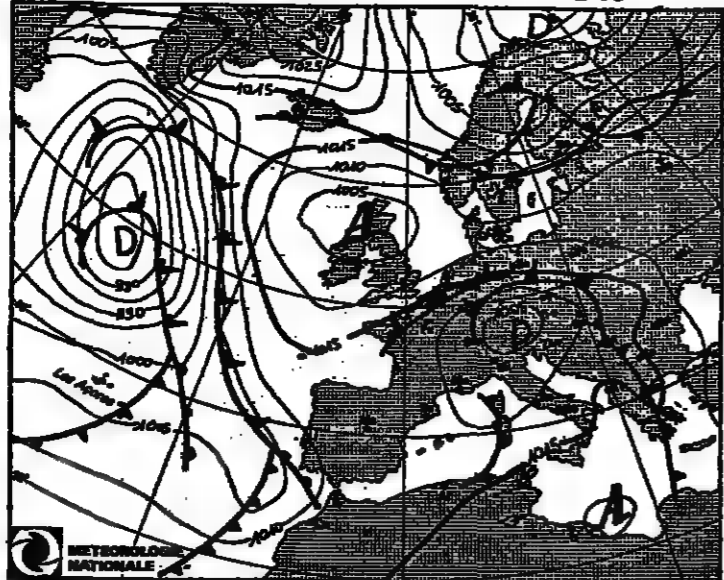
CONFERENCES

Mairie du premier arrondissement, 4, place du Louvre à 17 h 30.

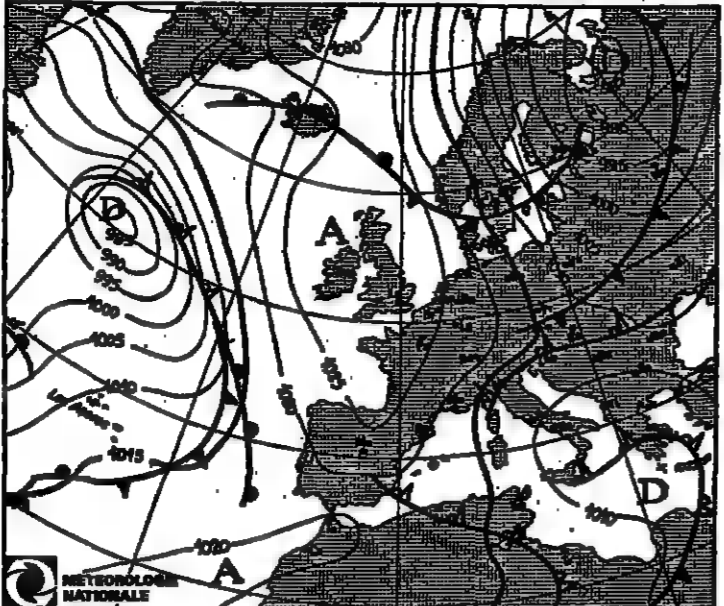
Le Carnet du Monde

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21 FÉVRIER 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 23 FÉVRIER À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France... Les retours d'air généralement très neigeux, gris, humide et brumeux.

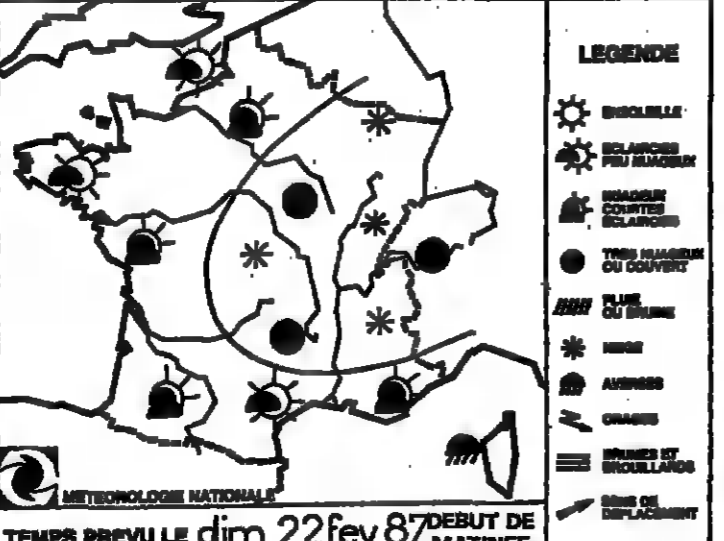


Table with columns for location (FRANCE, ÉTRANGER), temperature (max/min/observed), and wind speed/direction. Includes a legend for weather symbols.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4426 HORIZONTALEMENT

Crossword puzzle grid with clues in French. Includes a 15x15 grid and a 15x15 vertical grid.

Il nuit à la qualité d'un moyen de communication... I. Nuit à la qualité d'un moyen de communication. II. Assolène la propagation du vin.

Edition

La mort de E. P. Jacobs

Un maître de la BD. Le dessinateur belge Edgar Pierre Jacobs est mort vendredi 20 février à Bruxelles. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Onze albums

Comme en 1943, l'œuvre d'Edgar Pierre Jacobs comprend peu de titres : onze albums seulement et un livre de souvenirs.

Décès

Nous apprenons la décès, survenu le jeudi 19 février 1987 à Paris, du général François BOUQUET, compagnon de la Libération.

M. Stanislas Deleris, ent le douleur de faire part du décès de M. Maurice DELERIS, survenu le 17 février 1987, dans sa soixante-huitième année.

Anniversaires

Raymond COGNAT, rappelle son souvenir à ses amis en ce cinquante-cinquième de sa mort.

ÉCHECS

A Linares (Espagne)

Karpov affronte Sokolov

Le lundi 23 février, à Linares, en Espagne, doit débuter le match Karpov-Sokolov. Le vainqueur affrontera, vraisemblablement en septembre en un lieu qui n'est pas encore désigné, Garry Kasparov, qui mettra sa couronne mondiale en jeu.

Vertical text on the right margin, possibly a list of names or dates.

Le Monde REGIONS

ALSACE

Une taxe de luxe sur la chasse

Le conseil régional d'Alsace voudrait récupérer une taxe supplémentaire : il a adopté à l'unanimité une motion demandant que les droits d'enregistrements perçus sur les baux de chasse soient réaffectés à la région. La région d'Alsace, comme en Moselle d'ailleurs, est en effet réglementée par le droit local issu de la loi du 7 février 1881. Les locataires des chasses, choisis par adjudication, paient un droit d'enregistrement de 10 % pour les baux communaux, et de 19 % pour les baux départementaux. Au total, cette taxe de luxe a rapporté, en 1986, 117 000 francs au Trésor public. M. Xavier Muller, maire de Merlenheim (Bas-Rhin), auteur de cette motion, a expliqué que, puisque cette taxe n'avait pas d'équivalent dans le reste de l'Hexagone, elle devait être logiquement répartie entre les deux régions concernées (Alsace et Lorraine). Il pourrait ainsi, a-t-il suggéré, favoriser l'équilibre du gibier, alimenter des actions pour l'environnement. Tous les élus régionaux ont soutenu cette idée.

HAUTE-NORMANDIE

Le bon grain de Rouen

Par rapport à celui du Havre, qui d'une année sur l'autre a baissé de 3 %, le trafic du port de Rouen l'an dernier n'a enregistré qu'une chute de 0,9 %. Mais avec 21,89 millions de tonnes, il reste toutefois très inférieur à celui de son puissant voisin et concurrent (48 millions de tonnes).

Les exportations représentent 60 % du trafic total de Rouen et même si les expéditions de céréales ont accusé un recul de 13 %, le port normand reste le numéro un européen du grain - malgré la concurrence de Grand Port - et voit passer dans ses silos 7 % du marché mondial du blé.

Rouen a bénéficié d'une croissance spectaculaire des entrées et sorties de pétrole brut (il existe trois raffineries dans la circonscription du port) : les produits raffinés, à savoir le papier canadien au détriment du redoutable Anvers.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

MONTPELLIER. - Le premier numéro de Méridien, magazine trimestriel traitant de l'actualité économique du Languedoc-Roussillon, vient de paraître.

L'équipe de la Lettre M, bulletin de la région, a été tirée à 6 000 exemplaires. Il comprend des enquêtes intitulées : « Les Languedociens sont-ils fainéants ? » Une vingtaine de chefs d'entreprise de la région ont été invités à répondre à cette question.

POINT DE VUE

Toulouse et les autres

par PIERRE MADAULE

Après la visite à Toulouse, les services de la région des Pays de la Loire et la fédération régionale des chocolatiers ont décidé de créer un chocolat régional : le quintefeuille.

UNE étude récente de l'INSEE, commentée dans ces colonnes sous le titre « La France riche et la France pauvre » (Le Monde des 14 et 15 janvier) notait une amélioration relative de la situation des régions du Sud-Ouest parmi les Midi-Pyrénées.

Effectivement, d'après cette étude, notre région passe de la quinzième place sur vingt-deux en 1982 à la douzième en 1984 pour le produit intérieur brut par habitant.

« LE RHONE QUI BOUGE »

Valence et ses bus-TV

U Valencinois vient d'inventer le journal le plus populaire à lire en public : le « visioBUS ». Des écrans, aux dimensions d'un poste de télévision, installés dans les cinquante bus de Valence, chef-lieu de la Drôme, diffusent en couleur et en continu un « journal cyclique » d'une dizaine de minutes : informations pratiques entrecoupées de messages publicitaires. Dans une quarantaine de communes de la région, des écrans identiques diffusent les mêmes informations. Ils sont reliés par téléphone au centre de service de la société SVD (Service de vidéographie) qui exploite l'ensemble du réseau. Par ailleurs, il est téléchargeable en continu sur un poste à vidéo cassette si l'on peut à tout moment réactualiser l'information.

C'est une première européenne, fait remarquer Rodolphe Pasca, député PS et maire de la ville, qui vient d'inaugurer le visioBUS. Il y a un an, Joël Tati, fondateur et PDG de SVD, tentait le pari du visioBUS. Il vient de faire un « miracle », qu'on lui demande déjà de renouveler à Grenoble, Nice, Montpellier et peut-être Paris. Rodolphe Pasca voit dans ce jeune patron le digne représentant d'une « nouvelle race d'entrepreneurs » dont le municipalisme est basé sur faire de Valence et la capitale du Rhône qui bouge.

Valence a trop longtemps manqué d'ambitions, avoue-t-il. Pour beaucoup, la préfecture de la Drôme (88 000 habitants, 120 000 avec l'agglomération) est une ville morte, un lieu d'attente ou de passage.

Le souvenir que de deux minutes d'arrêt à la gare sur le chemin des nouvelles, le maire de Valence offre un « paquet-cadeau » : exonération de la taxe professionnelle, « concours assistés » de la nouvelle entreprise par les concédaires de la « zone de création », mise à disposition de locaux à loyer modéré. Quant à l'argent ? « Il ne manque pas », assurent en chœur les huit banquiers qui viennent de cofinancer avec le maire une plaquette pour la promotion de leur ville. Ce sont plutôt les hommes qui manquent : la formation est l'un des points faibles des Valencinois dans leurs tentatives de relever le défi économique. L'Institut supérieur d'automatique et de robotique des jeunes ingénieurs. Mais cela ne suffit pas, même avec un IUT, une faculté de droit (fondée au DELG) et une classe de mathématiques supérieures, à faire de Valence une ville universitaire.

Pour attirer les « têtes », Valence utilise donc ses « jokers » : sa situation privilégiée et son art de bien vivre. La liaison aérienne Valence-Paris offre que deux aller et retour quotidiens avec le capitale, mais la nouvelle ligne TGV prévue pour le début des années 90 mettra Paris à deux heures vingt-cinq minutes de Valence (actuellement deux heures cinquante-huit minutes). L'autoroute A49, pour laquelle l'annonce d'utilité publique vient d'être ouverte, améliorera les échanges avec Grenoble, le Alpes et la Savoie. Enfin, avec l'autoroute du Soleil, Valence n'est qu'à une heure trente minutes de la mer. Autant d'arguments dont on dit, à la mairie de Valence, qu'ils peuvent conduire les indicateurs en outre par les programmes des deux festivals de cinéma (Cinéma et Histoire et Cinéma et Littérature) organisés tous les ans par le Centre de recherches et d'études culturelles, et les menus du restaurant Pic, à arrêter à Valence « une étape sur la route des Jeux olympiques, entre Albertville et Barcelone ».

PROVENCE ALPES-COTE D'AZUR

L'argent du tourisme

La dépense moyenne par personne et par jour (hors voyage) du touriste étranger qui séjourne en Provence-Alpes-Côte d'Azur est d'environ 120 francs. Un tiers de cette dépense est consacré à l'hébergement et un peu moins à l'alimentation. Elle varie en fonction du mode d'hébergement choisi : de 233 francs à l'hôtel à 85 francs chez des parents ou amis. On peut estimer à 17,9 milliards de francs le chiffre d'affaires directement lié aux dépenses des touristes venus de l'étranger de la région en juillet et août.

Les étrangers dépensent plus que les Français, même avec une durée moyenne de séjour plus courte : leur budget moyen par personne et par séjour atteint 2020 francs pour les Français. Cela est dû en grande partie au fait que les étrangers fréquentent plus les hébergements payants (hôtels, campings) et moins les hébergements gratuits (parents ou amis, résidence secondaire personnelle).

Ces indications sont données par la direction régionale de l'INSEE dans une enquête sur le tourisme d'été en 1985.

RHONE-ALPES

C'était la « Menu »

Le site « historique » de Maunfrance va accueillir un nouveau d'offices modernes, des logements de standing et des installations de haute technologie.

Les premiers coups de pioche sont prévus avant la fin de 1987. Le groupe immobilier SARI-SEERI qui a été chargé de l'aménagement du quartier de la Défense à Paris, sera le maître d'œuvre du projet. Les 5 hectares de terrain en plein centre de la ville devraient être vendus prochainement aux alentours de 20 millions de francs.

Le projet prévoit qu'une partie des bâtiments, construits au dix-neuvième siècle et délabrés depuis le départ des derniers piquets de grève cégétistes en 1985, seront détruits ou aménagés. Une galerie commerciale serait installée sous les verrières des ateliers, tandis que d'autres bâtiments seront aménagés en bureaux et appartements.

Le site accueillera aussi un planétarium, un Palais des congrès et un Centre régional de l'image de synthèse. Thomson et IBM sont déjà intéressés par ce projet, tandis que François Dubouché, maire (UDF) de la ville. Près d'un millier d'emplois devraient ainsi être créés dans la région stéphanoise.

La façade de l'usine, cours Paul-Bert, imposant monument d'architecture industrielle du dix-neuvième siècle, sera conservée, ainsi que la centrale électrique, avec ses énormes turbines.

PAYS DE LA LOIRE

Gourmandise régionale

Les services de la région des Pays de la Loire et la fédération régionale des chocolatiers ont décidé de créer un chocolat régional : le quintefeuille.

Emballé dans une boîte cubique couleur ocre rouge dont le couvercle est gravé d'un dessin de l'Hôtel de la région, il a le bon goût du chocolat noir enrichi par une pâte crème-chocolat imprégnée de framboise, fruit cultivé presque partout en Pays de la Loire. Pour l'apéritif : quintefeuille au féminin est le nom de la petite fleur à cinq pétales dont les vertus médicinales sont connues depuis longtemps. On retrouve le nom de quintefeuille au féminin : c'est une pièce figurant une fleur à cinq pétales. Quintefeuille au masculin est un terme d'architecture : on rencontre dans grand nombre de monuments du Moyen Âge cette rosace géométrique formée de cinq lobes arrondis qui remplissent les cellules des fenêtres à meneaux ou encore décore les murs.

Le quintefeuille-chocolat sera vendu par la plupart des chocolatiers des cinq départements des Pays de la Loire, qui auront l'exclusivité de sa fabrication. La liste de ceux-ci est disponible au 40.20.14.20.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Edouard Bazzet, Georges Chapuis, Jacques Fortier, Guy Perle. Coordination : Jacques-François Sirena.

LIMOUSIN

L'accordéon au Conservatoire

Le Conservatoire national de la région de Limoges offre un nouvel enseignement : un département de musique traditionnelle française : le programme d'accordéon diatonique, la clarinette, la chabrette (cornemuse à soufflet), le violon. Cet enseignement sera complété par une activité de recherche et de collecte, par des cours de danse et des conférences-débats sur l'ethnologie musicale française, et plus particulièrement celle du Massif Central.

Ce département du Conservatoire de Limoges sera cofinancé par le ministère de la culture, la région, le conseil général de la Haute-Vienne et la municipalité de la capitale limousine.

ILE-DE-FRANCE

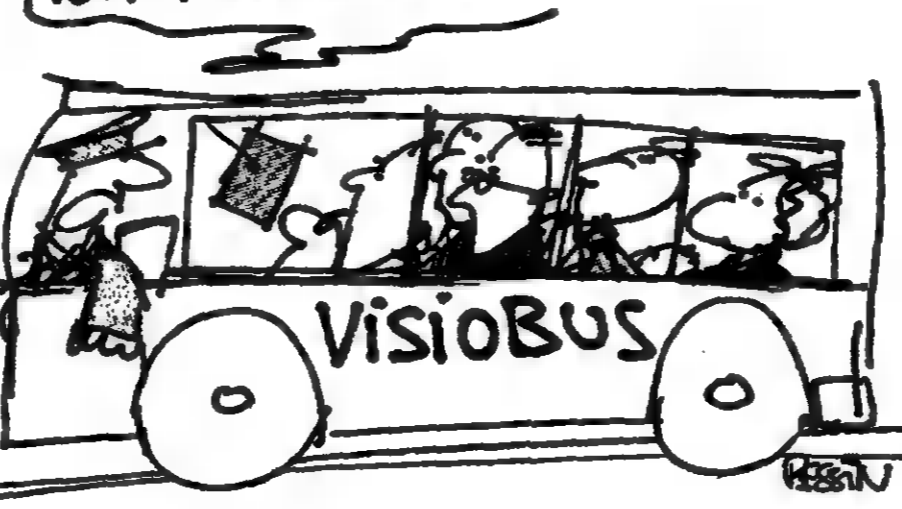
Trop de bureaux, trop peu de logements

Comment trouver des terrains à bâtir en Ile-de-France (surtout dans la zone dense, c'est-à-dire Paris et la proche banlieue) et relancer la construction de logements ? Tel était le thème du colloque organisé le 2 décembre à Paris et qui a réuni près de sept cents élus, promoteurs et fonctionnaires spécialisés dans l'urbanisme et la construction.

Depuis dix ans, la chute des mises en chantier de logements s'est accélérée : cent quinze mille en 1975, quarante mille l'an dernier. A contrario, depuis qu'il y a une loi gouvernementale qui libère les règles (règlements et agrément) de construction en Ile-de-France - ce qui réclamait à cor et à cri les élus de la région, - on assiste à une prolifération des programmes de bureaux, notamment dans la zone de Paris et surtout dans les Hauts-de-Seine. Conséquence : une accentuation du déséquilibre Est-Ouest et un risque d'engorgement des moyens de transports (RER, autoroutes). Dans un souci de pondérer leurs recettes fiscales (par le biais de la taxe professionnelle) et d'offrir des emplois à

leurs habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logements. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Girard, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

OH! J'AI DIT, TERMINUS TOUT LE MONDE DESCEND!!!



Les enjeux de la réunion du groupe des Sept à Paris

C'est par rapport à la réunion de l'hôtel Plaza, à New-York, en septembre 1985, qu'il conviendra de considérer les résultats des réunions à « cinq » et à « sept » qui se tiennent à Paris, ce week-end. Autrement dit, M. Edouard Balladur et les autres ministres de l'économie et des finances qu'il a invités ne songent pas à introduire l'innovation que représenterait, par exemple, la création d'une zone de référence pour le taux de change du dollar vis-à-vis des autres grandes monnaies.

On s'en est pas de tout là, et tel n'était pas le but de l'accord. Du point de vue de ceux qui l'ont organisé, le succès de cette conférence permettrait d'affirmer que les sept participants sont unanimes pour considérer que le taux actuel du dollar est satisfaisant, et qu'il convient de s'en tenir là.

d'abaissement des impôts, dont la première partie devrait être appliquée au mois de janvier 1988. Cependant le chancelier Kohl, dans cette affaire, est dans une situation particulière. Il négociera un quelconque « en temps réel », en ce sens que son nouveau gouvernement n'est toujours pas constitué.

Des Japonais, qui viennent d'abaisser leur taux d'escompte, ou n'attendent plus rien de neuf. Quant aux Américains, ils devraient déclarer de nouveau de façon solennelle qu'ils sont bien décidés à réduire leur déficit budgétaire.

PAUL FABRA.

La définition d'une grille des taux de change

Depuis qu'en mai 1982 les sept grandes puissances industrielles (1) ont exprimé, dans la Communauté, l'intention de constituer une « zone de référence », le projet de création d'un système multilatéral pour stabiliser les monnaies a, toutes les grandes réunions monétaires internationales ont débattu de l'art et de la manière d'améliorer le système monétaire international. Le système des taux de change flottant, en vigueur depuis mars 1973, fait l'objet de nombreuses critiques. L'instabilité des taux de change constituerait, aux yeux de certains, un obstacle au développement du commerce mondial. Dans ce système, ensuite, les taux de change atteignent bien souvent des valeurs inadéquates par rapport aux données fondamentales de l'économie.

Baker, a proposé à ses homologues un dispositif qui s'inspire de celui préconisé par les Français depuis plusieurs années. Il s'agirait, un peu sur le mode du système monétaire européen, d'introduire davantage de discipline dans le système des changes tout en l'adossant sur une convergence des politiques économiques.

Ce rapprochement a trouvé sa traduction dans les différents accords intervenus au cours des dix-huit derniers mois. Le 22 septembre 1985, les ministres des finances du G-5 (2) se mettaient ainsi d'accord pour organiser une « base commune du dollar », à l'aide d'interventions sur les marchés des changes.

Lors du sommet de Tokyo, en mai 1986, les sept grandes puissances ont décidé d'élaborer une « coordination étroite et permanente des politiques économiques » et l'organisation d'une « surveillance multilatérale »; cette dernière devait se fonder sur le suivi d'une batterie d'indicateurs (croissance, inflation, chômage, balance commerciale, etc.) et d'un « comité de surveillance ».

Les intérêts américains d'abord

En dépit de la savante gradation des effets au cours de la semaine écoulée, rassurant sur la réunion du groupe des Cinq en provenance de Tokyo, puis annonce officielle, par le Japon, d'une telle réunion suivie par des propos menaçants des officiels américains, il ne faut pas se tromper, un accord de principe a déjà été réalisé au sein de ce fameux groupe des Cinq (Allemagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne et Japon), et, le dimanche 22 février, avec l'appui du Canada, et de l'Italie, cet accord devrait être avéré et rendu public.

Quant aux partenaires des États-Unis, leur souci premier est l'arrêt, tout prix, de la baisse du dollar. C'est le cas surtout du Japon, menacé dans ses exportations et son déclin de ses exportations et décidé à se battre avec tous ses moyens, notamment les interventions de sa banque centrale (12 milliards de dollars en quinze jours au début de l'année) pour obtenir un tel arrêt.

Quant aux partenaires des États-Unis, leur souci premier est l'arrêt, tout prix, de la baisse du dollar. C'est le cas surtout du Japon, menacé dans ses exportations et son déclin de ses exportations et décidé à se battre avec tous ses moyens, notamment les interventions de sa banque centrale (12 milliards de dollars en quinze jours au début de l'année) pour obtenir un tel arrêt.

Quel prix devraient payer ces pays pour obtenir l'appui américain? Tout simplement, la diminution de leurs exportations vers les États-Unis. L'augmentation de leurs importations en provenance de cette nation, grâce à la stimulation de leur consommation intérieure. Le Japon essaie d'y parvenir, sans beaucoup de succès, et, dit-on, sans faire montre d'une volonté réelle, et l'Allemagne est très réticente, car elle craint les effets inflationnistes d'une telle relance.

Mais, nécessité fait loi, et le gouvernement allemand, qui, jusqu'à présent, se refusait par exemple à avancer la date de la seconde réduction d'impôts, prévue pour le début de 1988, pourrait bien s'y résigner. Le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, déclarait bien, fin décembre: « Je n'abaisserai les taux allemands ni avant les élections (du 25 janvier 1987), ni après ». Il a dû le faire dès le 22 janvier! Ajoutons que l'affaiblissement de la croissance outre-Rhin, conséquence de la baisse du dollar, rend le gouvernement de Bonn plus sensible aux appels américains à la relance.

Reste le fameux problème de la stabilisation des marchés financiers, mondiaux depuis la répudiation des accords de Bretton-Woods de juillet 1944, effectuée en deux temps: la suspension de la convertibilité du

Reste le fameux problème de la stabilisation des marchés financiers, mondiaux depuis la répudiation des accords de Bretton-Woods de juillet 1944, effectuée en deux temps: la suspension de la convertibilité du

Reste le fameux problème de la stabilisation des marchés financiers, mondiaux depuis la répudiation des accords de Bretton-Woods de juillet 1944, effectuée en deux temps: la suspension de la convertibilité du

Reste le fameux problème de la stabilisation des marchés financiers, mondiaux depuis la répudiation des accords de Bretton-Woods de juillet 1944, effectuée en deux temps: la suspension de la convertibilité du

Reste le fameux problème de la stabilisation des marchés financiers, mondiaux depuis la répudiation des accords de Bretton-Woods de juillet 1944, effectuée en deux temps: la suspension de la convertibilité du

EN BREF

● Recours en annulation des préfets du Val-de-Marne et de Seine-Saint-Denis contre les subventions aux grévistes. A la suite de la décision des commissaires du Val-de-Marne et de Seine-Saint-Denis - à la direction communiste - d'octroyer des subventions aux grévistes de la SNCF et de la RATP (1 000 F par gréviste en Seine-Saint-Denis) les préfets de ces deux départements ont déposé un recours en annulation arguant que les délibérations « ne pouvaient être considérées comme présentant un caractère d'intérêt départemental ».

● Manifestation des producteurs de porc en Bretagne. Les producteurs de porc ont manifesté une nouvelle fois, vendredi soir, à Vannes (Morbihan), pour protester contre la baisse des cours. Sept CRS ont été légèrement blessés, selon la préfecture, lors de heurts avec les manifestants. Quelques heures auparavant, le kilo de porc avait été coté à son cours le plus bas depuis 1981 (0,51 F) au marché au cadran, à Châteauneuf-du-Fau.

WASHINGTON

Per persuadé des vertus du dialogue, « mieux vaut parler que se battre », le ministre français du Commerce extérieur, M. Michel Noir, a tenu, au cours d'une visite de quarante-huit heures à Washington, les 19 et 20 février, de faire « retomber la pression » après les récentes turbulences créées par les conséquences de l'élargissement du Marché commun en des succès d'Airbus.

M. Michel Noir à Washington

« Mieux vaut parler que se battre »

Le dossier agricole qui marquera les grandes rencontres internationales de 1987 - de la conférence ministérielle de l'OCDE en mai prochain au sommet des pays industriels de Venise, en juin, sans oublier les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay round - reste tout aussi explosif. Les cicatrices du compromis laborieusement élaboré sur les ventes de céréales américaines à l'Espagne et au Portugal n'ont pas en ce temps de s'atténuer de nouveaux problèmes surgissent. Les récentes propositions de la Commission visant à appliquer une taxe forfaitaire à la production européenne comme aux importations d'huile et de graine d'origine végétale ont été ressenties comme une véritable provocation à Washington.

Le dossier agricole qui marquera les grandes rencontres internationales de 1987 - de la conférence ministérielle de l'OCDE en mai prochain au sommet des pays industriels de Venise, en juin, sans oublier les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay round - reste tout aussi explosif. Les cicatrices du compromis laborieusement élaboré sur les ventes de céréales américaines à l'Espagne et au Portugal n'ont pas en ce temps de s'atténuer de nouveaux problèmes surgissent. Les récentes propositions de la Commission visant à appliquer une taxe forfaitaire à la production européenne comme aux importations d'huile et de graine d'origine végétale ont été ressenties comme une véritable provocation à Washington.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

سنة من الاجل

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

L'HIVER n'en finit pas de s'élever à la Bourse de Paris. Si le climat s'est quelque peu réchauffé...

Jusqu'à un million de la semaine, le pessimisme et la mauvaise humeur n'ont, il est vrai, cessé de grossir...

Quant à la publication des statistiques de commerce extérieur pour janvier, elle n'a fait qu'accroître la malice...

At un moment où il paraît de son assurance, le marché a, de surcroît, été victime de la concurrence des autres places...

Incertitudes

à son plus haut niveau historique en début de période. On notait au passage la rareté relative d'achat de ces Bourses...

Deux phénomènes nouveaux - et plutôt encourageants - se sont cependant manifestés rue Vivienne. Ce sont d'abord les investisseurs français qui, revenant à l'achat...

Autre trait original, le marché au comptant a connu un net regain d'activité (alors que le volume moyen de transactions...

L'incertitude et le manque d'enthousiasme qui ont précédé ces derniers temps à la Bourse n'ont pas été atténués, bien au contraire...

Autre déconvenue, la dégradation sensible des résultats de Vallourec (production et pose de tubes), qui devrait enregistrer pour 1986 une perte nette consolidée voisine de 400 millions de francs...

Semaine du 16 au 20 février

Peugeot ou Daewoo, restait très demandée, sans effectuer pour autant des écarts spectaculaires.

C'est dans ce climat atterri qu'un courant encore discret de pessimisme a jailli autour de la privatisation de Paribas.

Dans une lettre qu'il nous a adressée le 17 février, il observe que les libéraux ont tenu bon...

Les critiques de choix, arrêtées par le ministre, tracent les limites que les libéraux du 16 mars ont données à la loi du marché.

ERIC FORTINO.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Réunis à quatre séances en raison de la fermeture du President's Day, la semaine à Wall Street a été faste, le Dow Jones franchissant coup sur coup trois nouveaux sommets historiques...

Table with 3 columns: Cours, 13 fév, Cours 20 fév. Lists various stocks like AIG, ATT, Boeing, etc.

LONDRES

L'euphorie s'est poursuivie cette semaine au Stock Exchange, où l'indice Financial Times a touché, pendant trois séances consécutives, de nouveaux sommets.

Table with 3 columns: Cours, 13 fév, Cours 20 fév. Lists various stocks like Becton, Bowater, etc.

FRANCFORT

La Bourse de Francfort a connu cette semaine un nouvel accès de faiblesse, conséquence de la fermeture de Mark.

Table with 3 columns: Cours, 13 fév, Cours 20 fév. Lists various stocks like ABG, BASF, etc.

TOKYO

Les cours ont notamment monté cette semaine à Tokyo, dans le sillage de Wall Street, le Nikkeï atteignant même un sommet historique...

Table with 3 columns: Cours, 13 fév, Cours 20 fév. Lists various stocks like Akai, Bridgeston, etc.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISE?

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 46-20-87-12

Bâtiment, travaux publics

Table with 3 columns: 20-2-87, Diff., Cours. Lists various construction companies.

Pétroles

Table with 3 columns: 20-2-87, Diff., Cours. Lists various oil and gas companies.

Banques, assurances sociétés d'investissement

Table with 3 columns: 20-2-87, Diff., Cours. Lists various financial institutions.

Matériel électrique services publics

Table with 3 columns: 20-2-87, Diff., Cours. Lists various electrical equipment companies.

Filatures, textiles, magasins

Table with 3 columns: 20-2-87, Diff., Cours. Lists various textile and retail companies.

SPIE-Batignolles : un échec pour Bouygues

On ne réussit pas à tous les coups. Cette semaine, M. Francis Bouygues a dû revendre au groupe Schneider de M. Didier Fineman-Vieljeux...

Produits chimiques

Table with 3 columns: 20-2-87, Diff., Cours. Lists various chemical companies.

Métallurgie construction mécanique

Table with 3 columns: 20-2-87, Diff., Cours. Lists various metallurgical and mechanical companies.

Alimentation

Table with 3 columns: 20-2-87, Diff., Cours. Lists various food companies.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Table with 4 columns: Valeurs, Hausse %, Valeurs, Baisse %. Lists various stock market movements.

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (%)

Table with 4 columns: Nbre de titres, Val. en cap. (F), etc. Lists various active stocks.

Valeurs diverses

Table with 3 columns: 20-2-87, Diff., Cours. Lists various miscellaneous stock values.

Matif

Table with 4 columns: Cours, 13 fév, Cours 20 fév. Lists various MATIF contract values.

BONS DU TRÉSOR

Table with 5 columns: Échéance, Pls int, Pls ms, Couv comp, Variation (en points). Lists various treasury bonds.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 4 columns: Cours, 13 fév, Cours 20 fév. Lists various gold market values.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

Table with 5 columns: Date, RM, Compt. et obi., Actions, Total. Lists various transaction volumes.

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Table with 4 columns: Cours, 13 fév, Cours 20 fév. Lists various agent of change company values.

F. R.

F. R.

F. R.

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

L'attrait des emprunts en monnaies fortes

L'attrait des secteurs obligataires en monnaies fortes vient de se manifester par une transaction qui témoigne nettement de l'arbitrage des classifications sur le marché global des capitaux.

Donnant la préférence au marché suisse, un emprunteur d'une rare qualité, la ville d'Oslo, s'est assuré de conditions monétaires les plus avantageuses pour le refinancement d'opérations résultant d'une série d'emprunts venant à échéance ou prochainement remboursés en monnaies diverses.

Cette transaction porte sur 328 millions de francs. Elle est émise en quatre tranches, dont trois, pour un total de 78 millions, prennent la forme de placements privés assortis de coupons de 4,25 % et de 4,325 % pour des durées de trois, quatre et cinq ans, le seul Crédit suisse étant chargé de l'opération.

Les trois nouveaux emprunteurs français de la semaine passée se sont adressés au marché du yen. Ce dernier, après le franc suisse, l'un des moins onéreux en termes de rendement, se distingue particulièrement par une activité intense alors que le soleil des 4 % est franchi.

L'accueil des plus récentes émissions, même après de ceux des investisseurs japonais qui, récemment encore, se signalaient par leur avidité de taux d'intérêt nominaux élevés.

La proposition du Crédit lyonnais est particulièrement originale, car il s'agit d'une des très rares opérations en Suisse à n'avoir pas été lancée sous la houlette d'une maison japonaise.

D'un montant de 20 milliards de yens et d'une durée de six ans, le nouvel emprunt des Chemins de fer français n'est pas « swapé ». Son produit sert à la consolidation d'une émission de type « samouraï » (emprunt en yens d'un débiteur étranger sur le marché intérieur japonais) qui vient d'être appelée au remboursement anticipé.

Plus discret a été l'emprunt de 20 milliards de yens offert à la Société générale pour une durée de cinq ans également. Son haut coupon nominal de 5,50 % est compensé par un prix d'émission de 104,375 % qui ramène son rendement brut à 4,50 %.

Un montant de 15 milliards de yens et d'une durée de cinq ans, l'emprunt a vu le jour sur la base d'un rendement de 4,43 %.

Un emprunt dispose, dit-on, de dollars à taux variable, à moins de 30 points de base au-dessous de Libor (taux d'intérêt interbancaire offert à Londres). Bien reçu en Asie comme en Europe, l'émission se traitait vendredi dernier sur le marché gris avec une décote de l'ordre de 1,625 %, bien à l'intérieur des commissions totales de 1,875 %.

Discretion générale 4,50 %. Dirigée par Yamachi International, l'opération a été placée de façon privée auprès de trois institutions japonaises. Elle prend pourtant l'aspect d'un emprunt dans le public, ce que la cotation des obligations en Bourse de Luxembourg met en évidence.

Autre émission n'est apparue la semaine passée dans le secteur de l'eurofranc français, plus que d'autres attirés par l'incertitude subsistante relative à l'évolution des cours de change à l'échec des réunions monétaires du week-end.

LES DEVISES ET L'OR

Dans l'attente du G 5

Toute la semaine sous revue, ou presque, a été placée sous le signe d'une réunion du groupe des Cinq (le fameux G5), à savoir les pays à l'économie de marché les plus industrialisés - Allemagne fédérale, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon.

An début, le dollar fléchissait en raison des incertitudes planant sur cette réunion et revenait de 1,83 DM à 1,81 DM, et à Paris, de 6,10 F environ à 6,03 F. Mercredi, il commença à se raffermir sur des rumeurs de réunion du G5 en provenance du Japon, pour bondir, brusquement, jeudi, à l'annonce, officielle cette fois-ci, de la tenue effective d'une telle réunion à Paris, au cours du week-end.

Da coup, le billet vert montait à plus de 1,8620 DM et de 6,20 F, dans une certaine excitation, pour retomber toutefois, en fin de semaine, à un peu plus de 1,82 DM et de 6,05 F.

secrétaire au Trésor des Etats-Unis, et de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, tenus séparément devant le Congrès, mais qui convergeraient sur un point précis: « Pas d'accord sur la stabilisation des monnaies sans une relance des économies en Allemagne et au Japon ».

On en était là à la fin de la semaine, les milieux financiers internationaux préférant ne pas nourrir trop d'espoir sur la portée de l'accord, de peur d'avoir à trop déchanter par la suite.

En ce qui concerne le franc, le cours de la devise allemande glisse très doucement en-dessous de 3,33 F, cotant 3,3280 F à 3,3290 F. Son glissement se trouve freiné, dit-on, par les achats de la Banque de France qui a entrepris de reconstituer ses réserves, mises à mal par la tempête monétaire qui a précédé la réévaluation du mark le 12 janvier dernier.

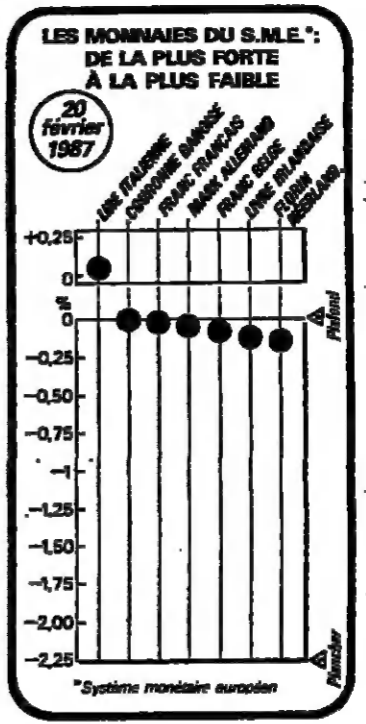
C'est un phénomène rare, et provisoire! A Paris, le cours de la devise allemande glisse très doucement en-dessous de 3,33 F, cotant 3,3280 F à 3,3290 F.

En Europe, la proximité d'une réunion du groupe des Cinq a provoqué un resserrement au sein du système monétaire européen, avec une baisse relative du mark et une hausse non moins relative des monnaies dites « faibles ».

C'est un phénomène rare, et provisoire! A Paris, le cours de la devise allemande glisse très doucement en-dessous de 3,33 F, cotant 3,3280 F à 3,3290 F.

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 16 AU 20 FÉVRIER (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)



LES MATIÈRES PREMIÈRES

Fringale d'aluminium

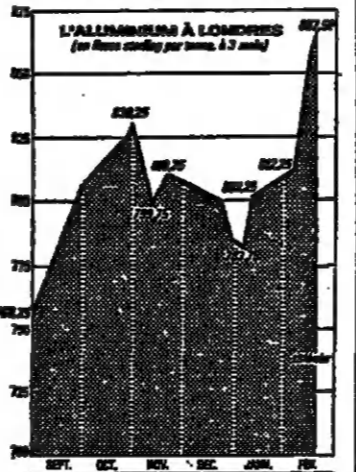
Après un mois de janvier peu encourageant, voilà l'aluminium reparti à l'assaut de nouveaux prix. A Paris, le plus attendu depuis juin 1985, la tonne de métal valait ainsi 857,5 livres en début de semaine.

Cette brusque remontée de l'aluminium, qui avait terminé l'année 1986 à moins de 800 livres par tonne, reflète sans aucun doute le retour progressif vers un équilibre de l'offre et de la demande.

Le président d'Alcan (premier producteur mondial), M. David Norman, affirmait mardi à Londres que les prix du métal devraient rester fermes, compte tenu d'une relance prévisible de la consommation et de l'assainissement, en bonne voie de réalisation, du marché.

Mais la fermeté soudaine des cours sur le marché de Londres (LME) s'explique aussi par la pénurie artificielle d'aluminium dont souffre actuellement la place britannique. Alors que les principales usines de négoce japonaises (une dizaine au total) n'ont cessé depuis le début du mois d'acheter massivement (elles auraient enlevé entre 100 000 et 150 000 tonnes), la marchandise n'est plus disponible en quantité.

un nouveau contrat pour l'aluminium, (9,7 % de profit), produite en abondance outre-Atlantique, en Amérique latine notamment. Rien n'est cependant au point; il faudra attendre l'installation, au LME, d'une chambre de compensation, destinée à garantir la bonne fin des



transactions (une nécessité après le krach de l'été d'octobre 1985) pour que la refonte du contrat soit effective.

Aussi le marché reste-t-il soumis à une forte pression, accentuée par d'innombrables nouvelles ventes du Brésil. Une mauvaise distribution du courant dans le nord-est du pays pourrait contraindre l'unité d'Alcoa-Billiton Alumax à réduire sa production de 35 000 tonnes. A Londres, les opérateurs avouent que la spéculation s'en donne à cœur joie et accentue la remontée des cours.

M. GÉRARD LONGUET invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

Tableau des cours des produits (Café, Alcool, Nickel, Safran, Café, Cacao, Bê, Mété, Safran) avec leurs cours du 20-23.

Le Monde sur minitel VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL. Bourse: suivre l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret. 36.15 TAPEZ LEMONDE

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Ultime tension ?

L'espoir de voir baisser les taux d'intérêt, nourri par les milieux financiers français depuis tant de semaines, et même de mois, va-t-il être enfin comblé ? Tout dépendra de la portée, de l'ampleur et de l'efficacité de l'accord qui va être conclu par le groupe des Cinq.

février, d'où la tension enregistrée au fin de semaine. Vendredi soir, au reste, le loyer de l'argent sur le marché interbancaire retombait de 9 1/4 % à 8 3/8 %, près d'un point de baisse, précisément après la fin de la période de constitution des réserves.

attachée à chaque obligation, à savoir un bon d'échange au porteur, détachable et négociable séparément, admis à la cote officielle.

En échange de ce bon, tout porteur pourra, du 28 mars au 28 avril 1988, demander l'échange de son obligation CAECL à taux fixe contre une obligation à taux révisable (TRE) égal au taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME) minoré de 0,30 %.

En revanche, l'adjudication d'une tranche de 2 milliards de francs d'obligations assimilables de la Caisse de refinancement hypothécaire (CRH) a été franchement accueillie, victime, selon la Caisse d'une « cabale » et, selon le marché, d'une réaction de mauvaise humeur des banques contre la formule même de l'adjudication, inaugurée cette semaine par la CHR qui, selon elles, supprime la commission de placement et accroît les risques des souscripteurs.

A cette époque, rappelons-le, les pouvoirs publics, après avoir lancé de nouveaux trains de baisses de taux (Caisses d'épargne, taux d'intervention de la Banque de France ramené à 7 %), déclarent ne pouvoir aller plus loin en raison de l'attitude de l'Allemagne, qui se refusait à baisser à nouveau ses taux d'intérêt (environ 4,50 % à court terme). Or l'Allemagne vient de les ramener à 3,80 %, en France, ils sont tombés à plus de 9 %, soit 5 points au-dessus, ce qui constitue un record.

Puis, jeudi, un frémissement parcourt le marché à l'annonce officielle d'une réunion du groupe des Cinq à Paris pour le week-end. Les cours bondissent de plus de 1,30 point sur toutes les échéances, à plus de 106. Toujours l'espoir d'une baisse des taux.

Dans cette ambiance, deux nouvelles émissions sont venues se présenter. La première a été celle de la CAECL (Caisse d'équipement pour les collectivités locales) qui a levé 2 milliards de francs avec un prix d'émission de 97,04 % sur un taux nominal de 8,90 %, soit 9,35 % de rendement réel, le tout sur treize ans. Ce « papier » s'est très bien placé, en raison de la prime qui est

F. R.

50% من الاجل

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | MINITEL |
|---|--|---|---|--|---|---|
| 3 Tchad : le redéploiement du dispositif français. 4 Liban : retour progressif des forces de Damas. — La guerre du Golfe : l'URSS et l'Irak se prononcent sur un arrêt immédiat des hostilités. | 6 Le différend sur le Calédonie devient polémique. — Les électeurs et les élus communistes sont de plus en plus sollicités. | 7 Le ministre de la santé arrête la diffusion d'une brochure sur les MST. — Prospection dans les Deux-Sèvres pour le stockage des déchets nucléaires. 8 L'armée face à l'opinion. — Communication. | 9 Festival : le 750 ^e anniversaire de Barfin. — Jazz : l'Orchestre national de jazz 1987. | 13 Les enjeux de la réunion du groupe des Sept. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, grands marchés. | Carnet 11 Echecs 11 Météorologie 11 Mots croisés 11 Spectacles 10 | ■ Les dossiers « chaude » du Monde. ■ Les informations 24 h/24 h. ■ Les points forts de la semaine. ■ Jeu : Gagnez le Monde. Actualité, Immobilier, Météo, Bourse, Télémarketing, Loisirs. 36.15 Tapez LEMONDE |

BRÉSIL La décision de suspendre le paiement des intérêts de la dette extérieure a été «longuement mûrie» affirme le président Sarney

Le président brésilien, M. José Sarney, a annoncé, vendredi 20 février, dans la soirée, la suspension du paiement des intérêts de la dette extérieure (plus de 108 milliards de dollars), sans préciser pour quelle durée.

Quelques instants après, l'Argentine (une dette de 53 milliards de dollars) a

menacé d'en faire autant. Le ministre argentin des finances, M. Mario Broderick, a déclaré que si les banques commerciales n'accordaient pas à Buenos-Aires les 2,15 milliards de dollars de prêts que l'Argentine leur demandait, «la priorité sera donnée à la croissance de l'économie plutôt

qu'au paiement des emprunts contractés à l'étranger». Des négociations doivent avoir lieu mercredi prochain à New-York. Par ailleurs, le Pérou a confirmé qu'il maintiendrait sa décision de ne pas rembourser les 200 millions de dollars d'échéances qu'il doit au FMI.

RIO-DE-JANEIRO de notre correspondant

Le Brésil suspend le paiement des intérêts de sa dette extérieure, non pas pour trois mois, mais tant que dureront les négociations avec ses créanciers. Il s'agit, pour lui, d'affirmer son « autonomie » et sa « souveraineté » au moment de se saisir à la table de discussion afin d'obtenir « des conditions équitables » de paiement. Voilà, en substance, ce que M. Sarney a annoncé, le vendredi 20 février, aux Brésiliens dans une allocution radiotélévisée, au cours de laquelle il s'est complimenté lui-même pour son « réalisme » et son « courage » et a lancé un appel à l'« union » autour de sa personne, les critiques relevant, à l'encre, de la « trahison ».

Le président brésilien a démenti que le « moratoire » ait été provoqué par un assèchement des réserves de change. Il y a 3 milliards 900 millions de dollars en caisse, a-t-il précisé, « assez pour faire face à plusieurs mois d'importations ». Il ne s'agit pas d'une décision prise en catastrophe. Au contraire, celle-ci a été «longuement mûrie» et elle est destinée à «fortifier la position» du Brésil sur la scène internationale et à obtenir que le paiement de la dette ne se fasse pas «au prix de la misère de la population».

Affilié depuis plusieurs semaines par ses échecs dans la lutte contre l'inflation, par l'indécision et les incertitudes de son équipe économique, par la grève, voire la rébellion qui règne dans les milieux industriels et

jusque dans les rangs de la coalition gouvernementale, M. Sarney tente, avec ce nouveau coup de théâtre, un an après celui qu'avait été le «plan cruzado», de retourner la situation en sa faveur. Le moratoire est en effet une idée populaire au Brésil. Le président l'accompagne d'un appel au peuple, au « patriotisme responsable » pour resserrer les rangs autour de lui.

Bref, quand le gouvernement est décidé, pour sa part, à faire tous les efforts nécessaires, M. Sarney annonce un plan de restriction des dépenses publiques. Dorénavant, le Trésor ne dépensera pas plus que ce qu'il perçoit : les entreprises de l'Etat investiront avec leurs ressources propres ; le système des subventions sera révisé en profondeur.

Mettre fin à une «hémorragie»
Depuis un an, le gouvernement était critiqué pour n'avoir pas fait les coupes nécessaires dans ses dépenses, contribuant ainsi à l'échec du plan cruzado. M. Sarney promet qu'il en sera autrement désormais et annonce une remise en ordre. Mais les créanciers attendent évidemment de savoir si ces promesses seront effectivement tenues. Le président et son équipe ont perdu malheureusement depuis plusieurs mois beaucoup de leur crédibilité.

L'annonce du moratoire a évidemment fait l'unanimité — ou presque — du monde politique et syndical. Une telle décision a été en effet un thème constant des campagnes de propagande électorales, mais, si ses défen-

seurs en ont souligné les mérites, ils ne sont bien gardés la plupart du temps d'en expliquer les inconvénients.

M. Ulysses Guimarães, le président du PMDB, le parti au pouvoir, a répliqué à cet égard que le paiement des intérêts de la dette était une «hémorragie» pour le pays, et qu'il était temps d'y mettre un terme. «Le gouvernement fait aujourd'hui ce que le peuple réclame depuis longtemps», a déclaré vendredi M. Luis Henrique, porte-parole du parti majoritaire à la Chambre des députés. Quand la décision a été annoncée au Congrès, «l'enthousiasme» s'est emparé des députés, affirment les journalistes présents. M. Luis Henrique est monté à la tribune pour dénoncer un complot de la finance internationale contre la souveraineté du pays et la stabilité de son gouvernement.

Interrogé sur des représailles éventuelles, beaucoup de partisans du moratoire répondent que le Brésil est suffisamment grand et puissant pour résister. Un dirigeant de la CGT, la principale centrale syndicale, est même allé jusqu'à dire que la suspension des paiements «apporterait des jours meilleurs à la population», et affirme également qu'il consentait de servir les rangs autour du président.

Bref, les réquisitaires d'acier contre l'échec du plan cruzado, la reprise en fièvre de l'inflation, la désorganisation de l'économie, sont oubliés comme par miracle, sauf par certains dirigeants de la Centrale unique des travailleurs (CUT), le syndicat d'extrême gauche. La plupart des partis forment un chœur nationaliste autour du chef de

l'Etat, et c'était là sans doute l'un des buts de l'opération.

Il faut lire la grande presse de Rio et de São-Paulo pour avoir un son de cloche différent. La plupart des éditoriaux de vendredi ont fait une analyse implacable des raisons qui ont conduit au moratoire et des conséquences de celui-ci. Du *Jornal do Brasil* à la *Folha de São Paulo* et au *Jornal da Tarde*, les grands quotidiens sont unanimes dans le constat : la suspension des paiements est une preuve de faiblesse — et non le contraire — de la part du gouvernement Sarney ; elle montre son «incompétence» dans la direction des affaires économiques. C'est après avoir cité les réserves et encouragé le pays dans un processus de «stagnation» que le ministre des finances, M. Fumero et son équipe vont négocier avec les créanciers étrangers, c'est-à-dire dans les pires conditions possibles.

Les mêmes journaux critiquent la «manipulation politique» du moratoire et émettent que M. Sarney, par populisme, par démagogie, cherche avec cette initiative à regagner les appuis politiques qu'il s'était aliésés par ses échecs successifs. «On fait du théâtre au lieu de chercher à discuter sérieusement avec les créanciers», déclare M. Robert Appy, commentateur économique du journal *O Estado de São-Paulo*, qui ajoute : «La communauté économique internationale va sans doute chercher un accord avec le Brésil, mais, à cet égard, nous obtenons l'argent frans pour payer ses importations et reprendre le paiement des intérêts, à nous-mêmes, nous devons éviter un accord avec la F.M.I.»

CHARLES VANHECKE.

L'ancien président de la République dans le Sud-Ouest La vraie-fausse campagne de M. Giscard d'Estaing

MONTAUBAN
de notre envoyé spécial

Valéry Giscard d'Estaing aurait pu inscrire cette semaine sur son petit agenda d'ancien président : jeudi 19 et vendredi 20 février, retour en France officielle. Une semaine après avoir prouvé devant celle du petit écran qu'il ne rêvait point de revenir à l'Élysée en 1988, le «non-candidat» Giscard a inauguré dans le Sud-Ouest un nouveau style de campagne : la campagne Canada Dry.

Officiellement, ce n'est pas une campagne, mais un exercice de diplomatie, donc banni par le même qui s'obstine, comme on ne le sait pas encore assez, tout ce qui est politique.

Pourtant, sur le terrain, ces deux jours ont ébranlé à l'assemblée, comme le mot, à une campagne. Campagne pour l'Europe, bien sûr, avec pour slogan trois mots revêtant de nouveaux sens : «Mieux que nous-mêmes», lui a dit le député du Tarn-et-Garonne M. Jean Borhommé. Vous avez rencontré l'Argentine, vous avez constaté la désordre dans notre camp, mais vous avez vu la nature à la rivière. Vous êtes le seul en France à parler vrai dans la mesure où votre parole est totalement libre et dégagée des contingences actuelles. C'est vrai, a rétorqué Giscard, je suis pouvoir vous parler de choses dont d'autres ont effrité pour des raisons différentes ; ne pouvez pas vous parler... Liberté, liberté chérie, la campagne Canada Dry a pour Giscard presque le vert de la Jouvence de l'abbé Soury.

Ce que M. Chirac ne peut crier sur les toits, ce que M. Barre ne peut que susurrer sous peine de grosses réprimandes, lui, Giscard, peut le dire avec une franchise toute tranquille. Juste de vouloir le confiner dans le rôle d'un confiné de la circulation mondiale... et de l'Europe ! Giscard a un avis sur tout.

Le chômage ? — « Nous avons atteint les limites du traitement social », — il souhaite que le gouvernement s'engage à la retraite parlementaire plus avant sur ce dossier. L'agriculture ? Elle est « en état de faillite », et il réclame pour ce secteur de véritables « accords de Grenelle » fondés sur la suppression définitive des montants compensatoires négatifs. L'éducation ? « Nous avons une immense affaire à faire ».

La Nouvelle-Calédonie : « Le France est présente dans le Pacifique. C'est une grande chance pour elle, cela ne doit pas être une charge ». Les États d'Israël de M. Gorbatchev : « Je souhaite que la France ne se laisse pas distraire par d'autres dans l'opération de réajustement en Union soviétique ». La santé de Frédéric Bastiat, dans la dîme de cette école caennaise d'un autre âge de Sorèze.

Le déplacement de M. Giscard d'Estaing dans le Sud-Ouest n'est point passé inaperçu. Au lendemain de « L'heure de vérité » les organisateurs, des deux camps-debut du jeudi soir à Laveur et à Tarbes, la lendemain, ont vu à leur grande surprise les réservations doubler d'un seul coup d'un seul. Plus

Samuel metin, M. Giscard d'Estaing effectuait une visite privée à Lourdes. Certains y verraient sans aucun doute un autre ciné d'ail...

DANIEL CARTON.

A Usinor-Dunkerque L'annonce de la suppression de 750 emplois a provoqué un débrayage de vingt-quatre heures

Outre la suppression de 835 postes déjà connue en octobre dernier et devant prendre effet en mars 1988, la direction d'Usinor-Dunkerque a annoncé au comité d'entreprise, le 19 février, que 750 emplois devraient à leur tour être supprimés. Ce surcroît est dû, selon la direction, à une augmentation des gains de productivité et aux résultats « plus que probants » obtenus dans le cadre de l'opération « challenge qualité totale ».

A partir du 19 février à 13 heures, le travail a massivement cessé parmi les ouvriers du train à bande, et les équipes successives ont débrayé pendant vingt-quatre heures. Dans un communiqué, la CGT a souligné que cette nouvelle réduction d'effectifs porte à « 1 583 le nombre des suppressions d'emplois d'ici à mars 1988 avec la majeure partie en congés formation-conversion ».

Les sidérurgistes, indique la CGT, acceptent de moins en moins facilement cette formule, considérée comme l'« antichambre des licenciements ». Pour les 835 premières suppressions d'emploi, 260 contrats de formation-conversion et 430 préretraites étaient notamment prévus. En contre-partie, le plan prévisionnel comportait 140 embauches de jeunes du niveau bac + 2 qui ne seraient pas remplies en cause.

En cours de publication

J.-H. FABRE

**SOUVENIRS
ENTOMOLOGIQUES**

nouvelle édition
illustrée

Sciences Nat
60200 Venetz

le volume : 175 F

URSS L'amie soviétique

Elles se sont rencontrées à Moscou en 1985 et ont sympathisé. M^{me} Zambetov est soviétique. M^{me} Van Norden-Pomnier est française. Elles voulaient se revoir à Paris ; aussi, dès son retour en France, M^{me} Van Norden-Pomnier s'empressait-elle de revenir à l'ambassade d'URSS, toutes les formalités nécessaires pour la venue de son amie. Afin d'accueillir les dévoués M^{me} Van Norden, héros de la Résistance, demandait à l'Association des anciens combattants de la Résistance hollandaise d'intervenir. Hélas ! à la fin du mois de novembre 1988, le visa est refusé.

Et pourtant, M^{me} Zambetov est déjà venue à Paris en 1978. Et elle est bien revenue à Moscou à la fin de son séjour. Cette infirmière de soixante-dix-sept ans

menaçait-elle les fondements du régime soviétique ? Ou faut-il chercher ailleurs les raisons de ce refus ? Mariée à un Français et travaillant à Radio-Free Europe, cette née — M^{me} Fatima Selkhanova — affirme que les motifs du refus de visa opposé à sa tante sont officiellement son « lieu de travail » et ses « opinions arborées » sur la guerre en Afghanistan.

Deux amies espagnoles sont ainsi les victimes de petites vengeances. Au moment où l'URSS essaie de montrer un visage nouveau, il est regrettable que l'administration soviétique s'acharne sur deux femmes âgées, ne demandant que le droit de se revoir.

M. Iosif Begun a été libéré. — Le dissident juif soviétique Iosif Begun, cinquante-cinq ans, a été libéré vendredi 20 février à Tchistopol, où sa femme Irina et son fils Boris étaient venus l'accueillir, a annoncé sa belle-fille à la presse occidentale à Moscou. M^{me} Begun a appelé sa famille à Moscou depuis Tchistopol pour annoncer que son époux était libre et qu'il comptait regagner Moscou tous les jours du sabbat de Tchistopol.

M^{me} Begun n'a formulé aucun détail sur la santé ou l'aspect physique de Iosif Begun, a déclaré sa belle-fille Yanna. — (AFP.)

Interagra signe un contrat de 6 milliards de francs avec Moscou

M. Jean-Baptiste Doumeng, PDG de la société Interagra, a annoncé, le 20 février à Moscou, une série de contrats avec l'Union soviétique d'une valeur totale d'un milliard de dollars (6 milliards de francs). Le détail n'a pas été précisé mais il s'agit, selon M. Doumeng, de la fourniture d'équipements, d'usines et de plans d'irrigation pour l'agriculture et l'industrie. Un accord aurait été passé en particulier avec le Gosagroprom, comité d'Etat pour l'industrie agroalimentaire. M. Doumeng a été reçu à Moscou à l'occasion d'un forum de la paix, clos le 16 février, et notamment rencontré M. Gorbatchev.

Par ailleurs, le Communauté européenne a accepté la vente de 35 000 tonnes de beurre à l'URSS, à un prix de 225 ECU (1 550 F) la tonne. Cette vente fait suite à la décision des Douze d'un plan de déstockage en deux ans de 3,2 milliards d'ECU (le stock de la CEE atteint 1,3 million de tonnes). D'ici à juin 1988, 300 000 tonnes de beurre devraient être vendues à l'URSS.

Le numéro de « Monde » daté 21 février 1987 a été tiré à 480 195 exemplaires

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

GERARD LONGUET dimanche 18 h 15

animé par **Olivier MAZEROLLE** en direct sur **RTL**

avec André PASSERON et Daniel CARTON (Le Monde) Gilles LECLERC et René-Jacques BAPTISTE (RTL)

A B C E F G H